

**POURSUIVRE  
LE COMBAT  
DES RESISTANTS  
CONTRE LE  
FASCISME**

# LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

**FRANCE D'ABORD**  
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris  
N° 1288-1289-1290- Janvier-Février-Mars 2015

## IL Y A 70 ANS : L'OFFENSIVE FINALE CONTRE LES NAZIS



De Lattre, De Gaulle et Churchill avec la 1<sup>re</sup> Armée.



Yalta : Churchill, Roosevelt et Staline.



Victoire américaine à Iwo Jima.

Le premier trimestre 1945 va être fatal pour le Reich hitlérien : sur le front occidental, en premier lieu la contre-offensive allemande dans les Ardennes est définitivement stoppée le 16 janvier 1945 et l'opération *Nordwind*, menée parallèlement par la Wehrmacht dans le nord de l'Alsace en direction de Strasbourg – que le général de Gaulle a refusé d'évacuer malgré les pressions américaines –, est elle aussi stoppée le 25 janvier après de durs combats menés par des troupes américaines et françaises (2<sup>e</sup> armée, 3<sup>e</sup> D.I. Algérienne).

Dans le sud de l'Alsace, la réduction de la Poche de Colmar, par la 1<sup>re</sup> armée française appuyée par des troupes américaines, est achevée le 6 février. C'est l'opération alliée (américano-française) *Undertone*, qui achèvera la libération totale de l'Alsace : Bitche et Haguenau sont libérées le 16 mars, Wissembourg et Lauterbourg le 19 mars. Les alliés entrent en Rhénanie vers la Ruhr. Le Rhin est franchi à Remagen le 7 mars.

Sur le Front Est débute le 12 janvier l'offensive «Vistule-Oder» de l'Armée rouge, qui entre dans Varsovie le 17 janvier, poursuivant son

avancée en Poméranie et en Silésie allemandes ; l'Oder, franchie le 31 janvier, la voie vers Berlin est ouverte. En Europe centrale, elle prend Budapest le 13 février et le 29 mars elle entre en Autriche.

La chute imminente du 3<sup>e</sup> Reich va conduire Churchill, Roosevelt et Staline à tenir du 4 au 11 février une Conférence à Yalta, en Crimée, pour y définir le futur de l'Allemagne et de l'Europe : Les Alliés prévoient de diviser l'Allemagne vaincue en 4 zones d'occupation, dont une réservée à la France, de l'administrer par une commission de contrôle quadripartite (URSS, Grande-Bretagne, Etats-Unis et France) ; et, sur le plan international, de mettre en place ce qui va être l'Organisation des Nations Unies. Un protocole secret divise l'Europe centrale, orientale et balkanique en zones d'influence soviétique, britannique et américaine.

Dans le Pacifique, les Américains, après de meurtriers combats contre les troupes japonaises, achèvent – au prix de 6 821 tués - la conquête d'Iwo Jima et de ses aérodromes le 15 mars, ce qui les rapproche du Japon ; lequel doit aussi reculer en Birmanie.

## L'ANACR EN DEUIL

### Jacques DELARUE

membre du Comité d'honneur

Disparu le 14 septembre dernier à l'âge de 95 ans, Jacques Delarue était membre du Comité d'Honneur national de l'ANACR depuis son congrès de Grenoble en 2004.

Ouvrier chez Renault puis chez Caudron, mobilisé en 1939, maintenu sous les drapeaux et dans l'Armée d'armistice, il ne sera démobilisé qu'en novembre 1942.

Ayant réussi en 1942 le concours de Gardien de la Paix, il sera reçu en février 1944 à celui d'inspecteur national.

Entré en contact avec le mouvement de Résistance «Combat», il est intégré au service de renseignement des M.U.R., et confectionne des faux-papiers pour les clandestins.

Après-guerre, il se consacrera à la poursuite des collaborateurs, à l'identification judiciaire des crimes de la *Das Reich*.

Historien – parmi ses ouvrages, mentionnons une *Histoire de la Gestapo, Trafics et crimes sous l'Occupation...* –, il était Commandeur de l'Ordre du Mérite et Officier de la Légion d'Honneur.



### DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Documents
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : Massacrés et fusillés de 1940
- P. 6-7 : Héros de la Résistance
- P. 8-9-10 : Libération des camps de la mort
- P. 11 à 15 : Monnaies de la France libre
- P. 16-17 : Antifascistes Hongrois
- P. 18 : La bête immonde
- P. 19-20 : Transmission de la mémoire
- P. 21 : La Résistance en deuil
- P. 22 : Nos Deuils
- P. 23 : Avis de Recherche
- P. 24 : Les livres

# LE SERMENT DE BUCHENWALD

Le 19 avril 1945, une semaine après sa libération du camp et sur l'initiative du « Comité international de Résistance », 21 000 déportés rescapés de Buchenwald-Dora se réunissaient sur la Place d'appel du camp et, lu en plusieurs langues, firent ce serment :

*"Nous, les détenus de Buchenwald, nous sommes venus aujourd'hui pour honorer les 51 000 prisonniers assassinés à Buchenwald et dans les kommandos extérieurs par les brutes nazies et leurs complices.  
51 000 des nôtres ont été fusillés, pendus, écrasés, frappés à mort, étouffés, noyés et tués par piqûres.  
51 000 pères, frères, fils sont morts d'une mort pleine de souffrance,  
parce qu'ils ont lutté contre le régime des assassins fascistes.  
51 000 mères, épouses et des centaines de milliers d'enfants accusent.  
Nous, qui sommes restés en vie et qui sommes des témoins de la brutalité nazie, avons regardé avec une rage impuissante, la mort de nos camarades.  
Si quelque chose nous a aidés à survivre, c'était l'idée que le jour de la justice arriverait.  
AUJOURD'HUI, NOUS SOMMES LIBRES*

*Nous remercions les armées alliées, les Américains, les Anglais, les Soviétiques et toutes les armées de Libération qui luttent pour la Paix et la vie du monde entier.  
Nous rendons hommage au grand ami des antifascistes de tous les pays, à l'organisateur et initiateur de la lutte pour un monde nouveau, que fut F.D. Roosevelt. Honneur à son souvenir.  
Nous, ceux de Buchenwald, Russes, Français, Polonais, Slovaques et Allemands, Espagnols, Italiens et Autrichiens, Belges et Hollandais, Luxembourgeois, Roumains, Yougoslaves et Hongrois, nous avons lutté en commun contre les SS, contre les criminels nazis, pour notre libération.*

*Une pensée nous anime :*

**NOTRE CAUSE EST JUSTE, LA VICTOIRE SERA NOTRE**

*Nous avons mené en beaucoup de langues la même lutte dure et impitoyable. Cette lutte a exigé beaucoup de victimes et elle n'est pas encore terminée.*

*Les drapeaux flottent encore et les assassins de nos camarades sont encore en vie. Nos tortionnaires sadiques sont encore en liberté.*

*C'est pour ça que nous jurons, sur ces lieux de crimes fascistes, devant le monde entier, que nous abandonnerons seulement la lutte quand le dernier des responsables sera condamné devant le tribunal de toutes les Nations.  
L'écrasement définitif du nazisme est notre tâche.*

**NOTRE IDEAL EST LA CONSTRUCTION D'UN MONDE NOUVEAU DANS LA PAIX ET LA LIBERTE.**  
*Nous le devons à nos camarades tués et à leurs familles. Levez vos mains et jurez pour démontrer que vous êtes prêts à la lutte".*

# LE SERMENT DE MAUTHAUSEN

Le 16 mai 1945, Émile VALLEY, responsable du « Comité International de Mauthausen », monta à la tribune dressée sur la place d'appel du camp et fit lecture du "serment de Mauthausen":

*"Voici ouvertes les portes d'un des camps les plus durs et les plus sanglants, celui de Mauthausen. Dans toutes les directions de l'horizon, nous retournons dans des pays libres et affranchis du fascisme.  
Les prisonniers libérés, hier encore menacés de mort par la main des bourreaux du monstrueux nazisme, remercient du fond de leur cœur les armées alliées victorieuses, pour leur libération et saluent tous les peuples à l'appel de leur liberté retrouvée.*

*Le séjour de longues années dans les camps nous a convaincus de la valeur de la fraternité humaine. Fidèles à cet idéal, nous faisons le serment solidaire et d'un commun accord, de continuer la lutte contre l'impérialisme et les excitations nationalistes. Ainsi que par l'effort commun de tous les peuples, le monde fut libéré de la menace de la suprématie hitlérienne, ainsi il nous faut considérer cette liberté reconquise, comme un bien commun à tous les peuples.*

*La paix et la liberté sont la garantie du bonheur des peuples et l'édification du monde sur de nouvelles bases de justice sociale et nationale est le seul chemin pour la collaboration pacifique des États et des peuples.*

*Nous voulons, après avoir obtenu notre liberté et celle de notre nation, garder le souvenir de la solidarité internationale du camp et en tirer la leçon suivante :*

*nous suivons un chemin commun, le chemin de la compréhension réciproque, le chemin de la collaboration à la grande œuvre de l'édification d'un monde nouveau, libre et juste pour tous.*

*Nous nous souviendrons toujours des immenses sacrifices sanglants de toutes les nations qui ont permis de gagner ce monde nouveau. En souvenir de tout le sang répandu par tous les peuples, en souvenir des millions de nos frères assassinés par le fascisme nazi, nous jurons de ne jamais quitter ce chemin.*

*Sur les bases sûres de la fraternité internationale, nous voulons construire le plus beau monument qu'il nous sera possible d'ériger aux soldats tombés pour la liberté :*  
**le Monde de l'Homme libre !**

*Nous nous adressons au monde entier par cet appel : aidez-nous en cette tâche.*

**Vive la Solidarité internationale !**

**Vive la Liberté !"**

# LA MEMOIRE, UNE ARME POUR LE COMBAT DEMOCRATIQUE

Lors du dernier Congrès National de l'ANACR tenu à Brive-la-Gaillarde du 10 au 12 octobre 2014, placé sous le mot d'ordre ayant valeur d'engagement pour le présent et le futur «**Poursuivre le Combat des Résistants contre le fascisme**», fut adoptée une Résolution générale, qu'il n'est pas inutile de se remettre en mémoire, tant les événements qui se sont déroulés et se déroulent depuis en ont été et en sont l'illustration.

«**L**e monde contemporain - peut-on y lire - connaît les guerres, notre pays s'est à plusieurs reprises trouvé et se trouve impliqué dans plusieurs d'entre elles, notre société connaît le racisme et la xénophobie, l'aggravation des discriminations et des exclusions ; la solidarité a dramatiquement reculé, les intérêts particuliers ont pris le pas sur l'intérêt général.

**C**'est dans ce contexte que l'on constate, s'appuyant sur une méconnaissance de l'Histoire par de larges couches de la population, grandissante à mesure que s'éloigne la période de la Guerre, de l'Occupation et de la Résistance, un regain des idéologies que l'on aurait plus croire définitivement vaincues en 1945, s'accompagnant d'une démarche de réhabilitation des régimes qui s'en inspirèrent, en France de celle du régime collaborateur de Vichy, accompagnée de calomnies à l'encontre de la Résistance. Pire, les idées racistes, autoritaires, antidémocratiques ont parfois diffusé dans des formes dangereuses au-delà de l'extrême-droite dans d'autres formations politiques, pire encore dans de larges couches de la population

**C**ela montre s'il en était besoin la nécessité de transmettre en premier lieu aux jeunes générations la connaissance de ce qu'a été la réalité monstrueuse du fascisme lorsqu'il a été au pouvoir, du début des années 1920 à 1945, de ce à quoi ont mené durant cette période les atteintes à la démocratie et les discriminations racistes, la misère sociale conduisant nombre de ceux qui en furent eux aussi victimes à prêter une écoute attentive aux démagogues.

**C**ela montre la nécessité d'être vigilants à l'égard du négationnisme falsificateur, et de toute tentative d'exonération du fascisme de ses crimes.

**C**ela montre surtout la nécessité de transmettre la mémoire des combats de celles et ceux qui s'opposèrent au fascisme, souvent dès avant-guerre, de celles et ceux que l'Histoire a appelé les Résistant(e)s, et qui contribuèrent puissamment à l'abattre, de transmettre les valeurs qui les motivèrent et qu'exprime le Programme du CNR, dont la mise en œuvre à la Libération des mesures qu'il préconisait permit des avancées démocratiques, économiques et sociales qui, malgré les remises en cause qui intervinrent très tôt, restent encore aujourd'hui dans de nombreux domaines des acquis à défendre...».

**A**insi, ne serait-ce que depuis le début de cette année, notre pays a connu ce qui a été une des caractéristiques du fascisme lors de la Seconde Guerre mondiale : la prise délibérément comme cibles de civils pour les contraindre au silence ou pour peser sur les orientations de leur gouvernement. L'attentat contre *Charlie Hebdo*, les décapitations de prisonniers, que le groupe Daesh met en scène, et les persécutions des minorités religieuses qu'il mène en Syrie et en Irak, sont la tragique illustration de la persistance et de la vivacité de «la bête immonde».

**E**t dans notre pays, le Président dit d'«honneur» (sic) du pseudo-Front national vient de récidiver, qualifiant à nouveau les «chambres à gaz» de «détail» de l'Histoire, un pseudo-Front National qui, se camouflant en bleu marine, vient de s'enraciner encore plus dans l'électorat à la faveur des dernières élections départementales, y compris dans des lieux tels Natzweiler ou Oradour où la mémoire devrait être un antidote plus prégnant.

**O**ui, poursuivre le combat contre le fascisme est une exigence. C'est un combat que l'ANACR mènera en fidélité à toute son histoire, en fidélité à la Résistance.

**Louis CORTOT**  
Compagnon de la Libération

## DANS NOTRE AGENDA

15-16-17 MAI 2015

### 12<sup>E</sup> STAGE NATIONAL DE L'ANACR

Comme chaque année, le Stage National de formation de l'ANACR se déroulera du vendredi 15 mai à 10h30 au dimanche 17 mai 12h0 dans le cadre adapté de «l'Auberge de Saint-Denis», offrant salle de conférences et hébergement, lors du week-end de l'Ascension.

Inscriptions par l'intermédiaire des comités départementaux de l'ANACR ou en contactant le siège national :

ANACR (Stage national), 79 rue Saint-Blaise, 75020-Paris.

Tél : 01 44 64 80 60

E-mail :

anacresistance@wanadoo.fr

## MASSACRÉS ET FUSILLÉS DE 1940

**“En France du moins, l'Occupation allemande n'a pas été particulièrement inhumaine, même s'il y eut des bavures, inévitables dans un pays de 550 000 kilomètres carrés”. “Si les Allemands avaient multiplié les exécutions massives dans tous les coins, comme l'affirme la vulgate, il n'y aurait pas eu besoin de camps de concentration pour les déportés politiques.”**

Ces incroyables déclarations, faites en 2005, émanent de l'actuel président dit d'«honneur» du Front National, Jean-Marie Le Pen. Elles lui ont valu, après le rejet le 19 juin 2013 de son pourvoi en cassation, une condamnation définitive à 3 mois de prison avec sursis et 10 000 € d'amende pour contestation de crime contre l'humanité ; cela n'a pas été la première condamnation du personnage pour des motifs du même ordre.

Ces odieuses déclarations sont aussi une falsification de la vérité historique car, dès ses débuts, dès juin 1940, l'occupation nazie fut sanguinaire contre la population civile, alors même que la Wehrmacht commettait aussi des crimes de guerre contre les militaires français ou britanniques faits prisonniers.

### MASSACRES S.S. DE CIVILS

Le 10 mai 1940, les forces allemandes attaquèrent à l'ouest à travers la Forêt des Ardennes, entamant à partir de Sedan un vaste mouvement d'enveloppement en direction de l'Artois à travers la Belgique, dont l'armée capitulera le 28 mai 1940.

Parmi les unités menant l'offensive, la division SS «Totenkopf», intégrée à la 2<sup>e</sup> Armée allemande et rattachée à la 7<sup>e</sup> Panzerdivision commandée par Rommel qui, dès le 16 mai, prit Avesnes. Le 21 mai, le 3<sup>e</sup> régiment d'Infanterie de la «Totenkopf», commandé par le sturmbannführer Lammerding – le futur chef des assassins d'Oradour en 1944 – fusilla 6 civils à **Mercatel**, 5 autres à **Simencourt**, 4 – dont dans son lit une femme handicapée de 78 ans – à **Hermaville**. Plusieurs dizaines de maisons et fermes sont délibérément incendiées.

Ayant atteint le 21 mai **Aubigny-en-Artois**, petite commune du Pas-de-Calais de 900 habitants au nord-ouest d'Arras, le 2<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie de la «Totenkopf» y abat plusieurs civils. Ayant eu à faire face à une résistance armée anglaise, elle rafle le lendemain 22 mai dans les maisons du bourg près de 80 otages – dont de nombreux réfugiés belges – qui seront abattus vers 20 heures dans la carrière Chauffour, là où, depuis la guerre, chaque 22 mai l'on vient se recueillir à la mémoire des 98 victimes.

Ce 22 mai, le 2<sup>e</sup> R.I. de la «Totenkopf» tue 45 civils à **Berles-Monchel**, au hameau de Vaudelicourt.

Le 23 mai, une autre unité de la «Totenkopf» va tuer à **Etrun**, petit village proche d'Arras, cinq membres de la famille Lemaître, dont Elodie, âgée de 21 ans et Jean, âgé de 12 ans. Puis le massacre se poursuit au Pont de Gy, hameau du village, où 28 autres civils sont assassinés.

Le 24 mai, le 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie et la 3<sup>e</sup> compagnie du bataillon de pionniers de la «Totenkopf» fusillent 10 civils à **Hinges** ; le même jour et le lendemain, les mêmes unités SS massacrent 48 personnes au lieu-dit Le Quesnoy à **Beuvry**.

Contrairement à une idée reçue, l'armée française s'est battue lors de l'attaque allemande de mai 1940, opposant, avec l'appui du corps expéditionnaire britannique, une résistance acharnée à l'invasisseur : celui-ci, furieux, se vengera sur la population civile des pertes subies du fait des affrontements militaires.

Outre les crimes contre les populations civiles en «représailles», la «Totenkopf» va aussi en commettre à l'encontre de militaires français et britanniques faits prisonniers : le 27 mai, la 14<sup>e</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> bataillon de son 2<sup>e</sup> régiment, commandée par Fritz Knöchlein assassine 97 soldats du 2<sup>e</sup> bataillon du «Royal Norfolk Régiment» britannique au hameau du Paradis à **Lestrem**.

Le 28 mai, une autre unité de la Waffen SS, la «Leibstandarte SS Adolf Hitler» (LSSAH), commandée par Sepp Dietrich, fait prisonnier à **Warmhout** (Nord) une centaine de soldats britanniques et un militaire français. Les blessés traînants étant abattus, les prisonniers sont conduits dans une grange toute proche, au lieu-dit «la Plaine des Bois» situé sur **Esquelbecq**, où ils sont massacrés, à la grenade et à l'arme automatique ; il n'y aura que quelques survivants.

La «Totenkopf» quittera le Pas-de-Calais après la fin de la bataille de Dunkerque et sera dirigée vers la Bourgogne et la vallée du Rhône : le 22 juin, elle massacre à **Chasselay** plusieurs dizaines de soldats sénégalais du 25<sup>e</sup> RTS faits prisonniers, séparés sur une base raciste de leurs sous-officiers et officiers blancs<sup>2</sup>.

### LA WEHRMACHT AUSSI

Les crimes contre les populations civiles ne furent pas que du fait des SS : la Wehrmacht s'en rendit aussi coupable.

Ce fut ainsi le cas à **Oignies**, petite ville de 7 000 habitants, alors défendue par une compagnie du 106<sup>e</sup> régiment d'infanterie coloniale, un détachement de spahis marocains et une unité britan-



L'avis d'exécution de Marcel Brossier.

nique du régiment «Sherwood forester» ; une défense renforcée par l'arrivée dans la cité du 11<sup>e</sup> régiment de zouaves.

Pendant trois jours, les 25, 26 et 27 mai 1940, permettant à d'importantes unités franco-britanniques de refluer vers Dunkerque les défenseurs d'Oignies, au prix de la mort de 35 Français et de 18 Britanniques, vont contenir la poussée allemande avant de décrocher en direction de Lille dans la nuit du 27 au 28 mai, couvrant leur retraite par des combats d'arrière-garde.

C'est vers 6 heures du matin le 28 mai que, plaçant devant elle des civils d'Oignies comme boucliers humains<sup>3</sup>, une unité de la Wehrmacht, la 6<sup>e</sup> compagnie – commandée par Horst Korelp<sup>4</sup> – du 2<sup>e</sup> bataillon du 497<sup>e</sup> régiment de la 267<sup>e</sup> Division d'Infanterie, entre dans Oignies.

Dès les premiers instants le carnage commence : ayant dû sortir de leurs maisons, notamment de caves où ils s'étaient réfugiés, séparés parfois de leurs femmes et enfants, des hommes sont abattus par des rafales de mitraillette, quel que soit leur âge. Des grenades sont jetées par les soupiraux dans des caves, faisant des victimes parmi les femmes et enfants qui s'y étaient réfugiés ; un officier anglais resté dans la ville fut brûlé vif attaché à un fauteuil, une femme abattue d'une balle dans la tête. Au total, 80 civils d'Oignies de 17 à 70 ans – dont 17 qui seront fusillés à l'entrée de Courrières après avoir été contraints de creuser leur tombe, 32 civils réfugiés et un militaire anglais ont ainsi été froidement assassinés. Ayant fait évacuer quasi-totalement la ville, les soldats nazis vont l'incendier, détruisant 380 maisons.

Ce même 28 mai, furieux de la résistance qui leur avait été opposée par l'armée française sur le canal de la Deûle, mitoyen entre les deux communes, les nazis vont fusiller 46 civils dans la ville

<sup>3</sup> Deux d'entre eux, Auguste Laveugle et Charles Grulois, seront tués.

<sup>4</sup> Il sera condamné à mort le 26 octobre 1950 par le tribunal militaire de Metz siégeant à Lille et fusillé le 1<sup>er</sup> juin 1951. Deux autres militaires de la même unité seront condamnés à mort par contumace, un troisième à 20 ans.

<sup>5</sup> Sur 1065 immeubles existants, 951 sont totalement détruits et 220 en partie.

<sup>1</sup> Poursuivi après-guerre, il sera condamné à mort et pendu à Hambourg en janvier 1949.

<sup>2</sup> Le mémorial (le «Tata») de Chasselay, inauguré le 8 novembre 1942, rassemble les sépultures de 196 tirailleurs sénégalais, de différents pays d'Afrique noire.

voisine de **Courrières**, incendiée la veille à l'aide de grenades incendiaires<sup>5</sup>.

Arrivés à proximité de Paris, que le gouvernement et le Président de la République ont quitté le 10 juin, et qui a été déclarée intra-muros ville ouverte, les Allemands vont se heurter à une résistance des troupes françaises en banlieue. Ce sera ainsi le cas le 13 juin sur le canal de l'Ourcq où la 1<sup>re</sup> compagnie du 24<sup>e</sup> Bataillon de Chasseurs Alpins (BCA) va résister à l'ennemi au Pont de Vaujours : 9 soldats allemands et huit français sont tués lors du combat.

Au matin du 14 juin 1940, alors que le 4<sup>e</sup> BCA a décroché dans la nuit, les Allemands arrêtent et rassemblent place de la gare du Vert-Galant de nombreux civils de **Villepinte**, **Tremblay-les-Gonnesse**<sup>6</sup>, **Mitry-Mory** et **Villeparisis** : 15 d'entre eux vont être fusillés<sup>7</sup> ; le plus jeune, Marcel Chauvet, avait 22 ans, le plus âgé, Léon Desbrée, était un menuisier de 80 ans.

Comme la «SS Totenkopf» ou la «SS Leibstandarte», la Wehrmacht a procédé elle aussi à des exécutions de prisonniers de guerre.

Ainsi, le 24 mai 1940, à **Aubigny** (Somme), le 24<sup>e</sup> Régiment de Tirailleurs Sénégalais (RTS), devant faire face à une vigoureuse attaque de la 13<sup>e</sup> division d'infanterie allemande, doit se replier en laissant sur place une cinquantaine de tirailleurs blessés : ils sont achevés par les soldats de la Wehrmacht.

Le 26 mai, 11 soldats du 110<sup>e</sup> R.I., faits prisonniers, sont abattus par les Allemands à **Houille** (Pas-de-Calais).

Le 10 juin 1940, après avoir incendié le village d'**Erquinvillers** (Oise), ils y font prisonniers – ainsi que dans le village voisin de **Cressonsacq** – des tirailleurs des 16<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> RTS, derniers éléments de la 4<sup>e</sup> Division d'infanterie coloniale. Plusieurs dizaines de tirailleurs sont abattus sur place, et leurs 8 officiers blancs qui protestaient le sont eux aussi au bois d'Eraine.

Après la bataille de Vougrey (Aube), faits prisonniers la veille, 31 soldats français – dont 27 du 151<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie<sup>8</sup> – sont abattus le 17 juin 1940, à la mitrailleuse au lieu-dit «La Rocatelle» à la limite de **Jully-sur-Sarce** et de **Rumilly-les Vaudes**.

Le 18 juin, à Clamecy (Nièvre), 43 tirailleurs sénégalais prisonniers sont massacrés par les Allemands, au prétexte que l'un d'entre eux aurait... mordu un de leurs officiers en visite dans le camp.

Le 20 juin 1940, plus d'une vingtaine de militaires français du 146<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie de Forteresse, faits prisonniers après avoir combattu, sont abattus au lieu-dit la Louvière à **Domptail** (Vosges).

## OTAGES ET EXECUTIONS

Le premier résistant à l'occupation fusillé est sans doute **Auguste Gras**, dans l'Aisne, et ce dès le 5 juin 1944, avant même la signature de l'armistice établissant la zone d'occupation en France, avant même qu'en date du 4 juillet un décret du Haut-commandement militaire, appliquant le droit pénal et le code militaire allemand sur le territoire français occupé, précise que «*toute atteinte à la sécurité des troupes occupées, ainsi que toute infraction à une ordonnance du Führer ou de son représentant est un acte répréhensible qui doit être châtié comme s'il avait été commis sur le territoire du Reich*».

Un décret tragiquement illustré dès ce 4 juillet 1940 : **Etienne Achavanne**, un ouvrier agricole de 48 ans qui, le 20 juin précédent, avait sectionné des câbles électriques et téléphoniques de la Wehrmacht reliant le terrain d'aviation de Boos à la Kommandantur de Rouen, avait été arrêté 3 jours plus tard puis avait été condamné à mort le 28 juin, est en criant «*Vive la France*» fusillé près de la ville au lieu-dit «la Maison hantée», côte de Bonsecours.

Le 27 août, une sinistre affiche rouge bilingue est apposée sur les murs de Bordeaux. On peut y lire : «Le 24 août, le Juif **Israël Leizer Karp**, de nationalité polonaise, au passage de la Garde d'honneur, allant hisser le drapeau, se précipita violemment, un bâton devant lui, près de la Gare Saint-Jean de Bordeaux, contre le tambour-major et les musiciens militaires». pour acte de violence contre des membres de l'armée allemande, Israël Karp est condamné à mort et fusillé le 27 août dans la lande de Souge.

Premier condamné à mort par le tribunal militaire de Dijon, pour avoir coupé des câbles téléphoniques sur la commune de Charrey-en-Plaine, **Louis Friezot**, garçon de ferme de 45 ans, est fusillé le 31 août à Dijon.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 septembre 1940, le câble téléphonique reliant La Rochelle à Royan est coupé dans les marais de Tasdon. **Pierre Roche**, un chaudronnier âgé de 19 ans, va être arrêté et reconnaître être l'auteur du sabotage. Condamné à deux ans de prison par le tribunal correctionnel de La Rochelle, il est rejugé par un tribunal militaire allemand, condamné à mort et fusillé le 7 septembre 1940 dans la cour d'une caserne de la ville.

Le 3 septembre, **Louis Lallier**, domestique de culture de 25 ans, célibataire, domicilié à Bourbonne-les-Bains, est, pour avoir sectionné un câble téléphonique, fusillé au Champ de tir civil de la Vierge à Epinal.

Mécanicien de 31 ans, **Marcel Brosier** est condamné à mort le 12 septembre 1940 par le Conseil de Guerre de la Feldkommandantur de Rennes pour avoir «saboté un câble militaire de manière perfide», il est fusillé à la Maltière le 17 septembre à 10 heures du matin.

Le 12 novembre 1940, **Lucien Brusque**, un pêcheur de 21 ans, et **Emile Masson**, un batelier de 18 ans, sont fusillés dans les fossés de la citadelle d'Amiens pour actes de sabotage de câbles téléphoniques militaires allemands.

**Pierre Mourgues**, marchand de vin bordelais de 74 ans, arrêté le 26 octobre à son domicile pour avoir injurié et menacé deux inspecteurs allemands venus à son domicile, est condamné à mort et exécuté le 5 décembre à Souge.

A Paris, l'ingénieur **Jacques Bonsergent**, âgé de 28 ans, va avoir le tragique honneur d'être le 1<sup>er</sup> fusillé de la capitale : revenant au soir du dimanche 10 novembre, en compagnie de plusieurs anciens condisciples des Arts et métiers, d'un mariage à Herblay, il



**Jacques Bonsergent.**

va involontairement se trouver mêlé devant la Gare Saint-Lazare à une bousculade au cours de laquelle un soldat allemand – ivre et ayant tenté de s'approcher trop près de la mariée – fut frappé. Ayant séparé les adversaires, il est – alors qu'il s'éloigne – rattrapé et, refusant de dénoncer l'auteur du coup, incarcéré.

Déferé devant le Tribunal militaire allemand, il est condamné à mort le 5 décembre, et fusillé au fort de Vincennes le 23 décembre.

## PREMIERE RESISTANTE CONDAMNEE A MORT EN 1940...

A Boulogne-sur-mer, le 16 août 1940, **Blanche Paugam-Lefebvre**, âgée de 52 ans, fille d'un casseur de pierres, est arrêtée pour avoir coupé des fils téléphoniques.

Emprisonnée à la prison de l'Évêché, elle est ensuite transférée à celle d'Arras, ville où puis quelques jours plus tard pour celle d'Arras, ville où elle comparait le 17 septembre 1940 devant un tribunal militaire allemand. Revendiquant son action, elle déclare «*J'en ai coupé trente-six. J'en aurais coupé plus encore si j'avais pu le faire*».

Condamnée à mort, sa peine sera commuée en travaux forcés à perpétuité. Déportée en Allemagne, elle décèdera d'épuisement à Bergen-Belsen en 1945. Elle a reçu la mention "Mort pour la France" en 1947.

Le 6 août 1940, un Conseil de Guerre d'une division d'infanterie de la Wehrmacht, stationnée dans la région de Saint-Lô avait décidé la déportation en Allemagne de deux personnes ; les premiers déportés de France...

Ainsi, bien avant même le «coup de feu de Fabien» du 21 août 1941 au métro Barbès, avant les premières attaques contre les forces d'occupation dans lesquelles certains veulent voir la cause des déportations et de la répression, celle-ci fut sanglante dès les premiers jours de la présence nazie en France.

<sup>5</sup> Aujourd'hui Tremblay-en-France.

<sup>7</sup> Un fusillé surviva ; la veille avait été abattue Juliette Savart. Dix autres habitants seront envoyés en Allemagne.

<sup>8</sup> Le 151<sup>e</sup> R.I. reconstitué fin 1944, sera le prestigieux 15-1, continuateur de la «colonne Fabien».

## Jacques RENOUVIN

Fils d'un décorateur d'art, Jacques Serge Pierre Renouvin naquit à Paris le 6 octobre 1905. Après de brillantes études, il devint avocat et s'inscrivit au Barreau de Paris.

Sensibilisé à la politique par son frère Pierre, agrégé d'histoire et de géographie en 1912<sup>1</sup>, grièvement blessé et amputé du bras gauche lors de la 1<sup>re</sup> Guerre mondiale, Jacques Renouvin va rejoindre l'Action Française, mouvement monarchiste alors dirigé par Charles Maurras et qui se situe à l'extrême-droite de l'échiquier politique, ainsi que les Camelots du Roi<sup>2</sup>, organisation de jeunesse de l'A.F., qui assure d'abord la diffusion du journal *Action Française* avant d'en assurer la protection et de prendre part à des affrontements avec les « rouges ».

Dans l'entre-deux guerres, tout en affirmant ses orientations monarchistes, l'Action Française va se radicaliser en se rapprochant des ligues d'extrême-droite avec lesquelles elle va participer à Paris le 6 février 1934 à la tentative de coup de force contre la République.

C'est à la suite de ces événements du 6 février que, tout en gardant ses opinions monarchistes, Jacques Renouvin va rompre avec l'Action Française.

Hostile aux Accords de Munich livrant les Sudètes tchécoslovaques à Hitler – qu'il dénonce dans des articles dans les journaux *L'Epoque* et *La Lumière* –, il gifle publiquement en novembre 1938 Pierre-Étienne Flandin<sup>3</sup> – qui a adressé ses félicitations à Hitler après la signature des accords – lorsque celui-ci dépose des fleurs sur la tombe du Soldat inconnu.

Jacques Renouvin expliquera dans le Journal *L'Epoque* son geste : «*Précisément parce que je suis un patriote cent pour cent, j'ai estimé qu'en por-*



*tant des fleurs sur le tombeau de l'Inconnu après avoir eu le front d'envoyer ses félicitations scandaleuses à Hitler M. Flandin méritait une correction. Je l'ai donc giflé, espérant que cette leçon servirait aux Français égarés qui seraient tentés de se livrer aux mêmes bassesses».*

Mobilisé le 2 septembre 1939, Jacques Benouvin refuse les galons de capitaine et un poste à la Justice militaire, pour s'engager comme sergent de corps francs.

Blessé le 16 juin 1940 – et recevant pour cela la Croix de Guerre, il est fait prisonnier à l'hôpital d'Epinal lors de la prise de la ville par les Allemands mais s'évade. Démobilisé le 27 août 1940, il passe en zone Sud et rejoint Montpellier où son neveu, étudiant en médecine, lui apprend l'existence d'un noyau de résistance au régime pétainiste constitué autour de Pierre-Henri Teitgen, professeur à la Faculté de Droit de la ville.

### L'ENTREE EN RESISTANCE

C'est par Pierre-Henri Teitgen que Jacques Renouvin apprend l'existence du mouvement de Résistance « Liberté » que Teitgen a fondé avec François de Menthon, professeur à Lyon et Alfred Coste-Floret, professeur à l'Université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand. « Liberté » fut d'abord un journal homonyme clandestin, « Liberté », qui, du 25 no-

vembre 1940 au 1<sup>er</sup> octobre 1941 publiera en Zone Sud dix numéros.

Le mouvement, qui a recruté dans ses rangs des hommes comme Edmond Michelet, Charles d'Aragon, l'historien Marc Bloch, René Courtin, René Capitant, Roger Stéphane et que rejoint Jacques Renouvin, fusionnera en décembre 1941 avec le mouvement « Libération Nationale » d'Henry Frenay, Claude Bourdet et Maurice Chevalance pour former « Combat ».

Créateur des « Groupes francs » de « Liberté », Jacques Renouvin, rassemblant notamment autour de lui des étudiants de l'Université repliée de Strasbourg, entend diriger leurs coups contre les hommes du régime pétainiste qui prônent une collaboration active avec l'Allemagne hitlérienne.

Devenu chef des « Groupes francs » de « Combat », il va, sous les pseudonymes de *Bertrand*, *Joseph*, *Ricard* et *Paleyrac*, parcourir la zone Sud pour organiser des coups de mains – parfois synchronisés dans plusieurs villes, ce qu'il appelle une *kermesse* – contre les collabos : ainsi sauteront la même nuit les appartements du responsable du groupe « Collaboration » de Clermont-Ferrand, du chef local du PPF de Doriot, du ministre Grasset... Les Groupes francs feront en décembre 1941 échec à la montée à Paris pour le congrès du PPF de responsables de villes de Zone Sud.

Plus de 400 explosions ou incendies, 3 déraillements de train et 10 destructions de transformateurs seront exécutés sur ses ordres.

Jacques Renouvin va, suite à la trahison d'un agent de liaison, être arrêté en gare de Brive-la-Gaillarde le 21 janvier 1943 avec sa camarade de Résistance qu'il épousera en prison, Mireille Tronchon. Ils sont transférés tous deux à Paris, Mireille Tronchon à la prison de la Santé, où elle donnera naissance le 15 juin 1943 à leur fils Bertrand, et Jacques Renouvin à celle de Fresnes, où il sera torturé pendant des mois avant d'être déporté en Allemagne le 29 août 1943. Il mourra d'épuisement le 24 janvier 1944 au camp de Mauthausen. Son corps n'a pas été retrouvé.

Colonel F.F.I. à titre posthume, Chevalier de la Légion d'honneur, Médaille de la Résistance, Croix de Guerre 39/45, il sera fait à titre posthume Compagnon de la Libération le 20 janvier 1946.

<sup>1</sup> Pierre Renouvin (1893-1964) : Nommé en 1920 conservateur de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC), deviendra Professeur d'histoire des relations internationales à la Sorbonne, entrera à l'Académie des Sciences Morales et Politiques en 1946, sera directeur de la Fondation Nationale de 1959 à 1971

<sup>2</sup> Parmi ceux qui furent avant-guerre membres des Camelots du Roi, outre l'écrivain Georges Bernanos, Joseph Damand, le fondateur de la sinistre Milice, Joseph Filiol, l'un des fondateurs de la Cagoule, citons les futurs Compagnons de la Libération Pierre de Bénouville, Daniel Cordier, Pierre Mesmer et Jacques Renouvin, le futur ministre Robert Buron et Alexandre Sanguinetti, le futur écrivain et journaliste Claude Roy (qui adhéra en 1943 au Parti communiste clandestin).

<sup>3</sup> Pierre-Étienne Flandin, Président du Conseil des ministres du 8 novembre 1934 au 1<sup>er</sup> juin 1935, il deviendra, succédant à Laval, vice-président du Conseil du régime pétainiste du 13 décembre 1940 au 9 février 1941

# DANIELLE CASANOVA

Vincitella Perrini naquit à Ajaccio le 9 janvier 1909 dans une famille d'instituteurs ; républicain, son père rejoindra lors du Front Populaire le Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes, et sera proche du Parti Communiste.

Après des études secondaires à Ajaccio puis au Collège du Luc, dans le Var, et un bref passage au Lycée Longchamp à Marseille, elle ira à Paris en 1927 pour y effectuer des études à l'École dentaire.

Elle adhéra à l'Union Fédérale des Étudiants (U.F.E.), créée l'année précédente et qui, en marge de l'UNEF, organise les étudiants progressistes avec en son sein une «fraction centrale», regroupant les Jeunesses Communistes (J.C.) qu'elle avait rejointes en octobre 1928.

Membre de cette «fraction centrale», Vincitella – qui se fait appeler Danielle – sera le temps de ses études la dirigeante de l'une des quatre branches de l'U.F.E., «l'Union Générale des Étudiants en Médecine, Pharmacie et Chirurgie Dentaire (l'UGEMPCD)», en même temps que membre du bureau de l'U.F.E.<sup>1</sup>

Membre en 1931 du Bureau de la Région parisienne des J.C., elle a rencontré pendant ses actions militantes un étudiant en droit comme elle d'origine Corse, Laurent Casanova<sup>2</sup>, qu'elle a fait adhérer au Parti communiste et qu'elle épousera en 1933.

En juillet 1932, elle obtient son diplôme de chirurgien-dentiste, exerçant par la suite ses activités professionnelles à Paris, entre un local partagé avec un masseur, la clinique dentaire de la coopérative ouvrière «la Bellevilloise» et le dispensaire de Villejuif, en banlieue parisienne.

Parallèlement à son travail professionnel, elle va développer une intense activité militante : elle est élue en juin 1932 au Comité central de la Fédération des J.C., et en 1934 à son bureau. En septembre-octobre 1935, elle participe à Moscou au



VI<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes (ICJ), dont elle devient à son issue membre de son Comité Exécutif.

Le VII<sup>e</sup> congrès de la Fédération des JC, réuni à Marseille du 19 au 22 mars 1936, va l'élire à son secrétariat, lui donnant la responsabilité des Jeunes Filles et la mission de fonder pour elles une organisation spécifique : l'Union des Jeunes Filles de France (U.J.F.F.) ;<sup>3</sup> ce qui sera fait en décembre 1936. L'UJFF – que dirige Danielle Casanova, avec à ses côtés Marie-Claude Vaillant-Couturier, Jeannette Veermersch et Claudine Chomat – fut active dès sa fondation, dans la solidarité avec les Républicains espagnols. Danielle Casanova accompagna fin 1936 un convoi de boîtes de lait condensé destiné aux enfants des zones républicaines. En août 1938, elle eût un rôle majeur au sein de la délégation française participant Vassar Collège à New-York au Congrès Mondial de la Jeunesse pour la Paix.

## L'ENTREE EN RESISTANCE

Comme le Parti communiste, la fédération des Jeunesses communistes, l'UJFF sera interdite en septembre 1939, et Danielle Casanova passera immédiatement à la clandestinité.

Pendant la période appelée «Drôle de Guerre», Danielle va se consacrer à la constitution de structures clandestines de l'UJFF en même temps qu'elle apporte son concours à l'appareil illégal du Parti communiste, notamment dans le domaine de la propagande : édition-diffusion de l'*Avant-garde* (organe des J.C.), de l'*Humanité*, du *Trait d'union* à destination des soldats)...

Après la défaite de juin 1940, elle poursuit son combat clandestin, en résistance à l'occupation nazie et au régime pétainiste. A partir d'octobre 1940, elle a la responsabilité de la mise en place de Comités féminins en Région parisienne, et continue de contribuer à la presse clandestine telle la *Pensée Libre* qui s'adresse aux intellectuels, et est à l'origine de la *Voix des femmes*, de l'*Humanité des femmes*, du *Trait d'Union des familles de P.G.*

Elle participera aussi à l'organisation de manifestations ainsi qu'à la mise en place des premiers groupes de lutte armée de la Jeunesse communiste.

Danielle Casanova sera arrêtée à Paris par la Police française (Brigades spéciales) le 15 février 1942 à Paris, alors qu'elle se rend chez le philosophe Georges Politzer.

Conduite au dépôt de la Préfecture de Police, où elle reste mise au cachot jusqu'au 23 mars, puis emprisonnée à la Santé, elle est conduite fin août 1942 au Fort de Romainville, où elle est rédactrice en chef du *Patriote de Romainville*, reproduit à la main.

Déportée à Auschwitz-Birkenau le 24 janvier 1943, elle est affectée comme dentiste à l'infirmerie du camp, entrant immédiatement en contact avec l'organisation clandestine du camp. Ayant contracté le typhus, elle en décède le 10 mai 1943.



Pièce de 10 € en argent frappée en 2012. Comme les autres pièces de 10 € frappées dans divers pays européens, elle n'a cours légal que dans le pays émetteur.

Faite à titre posthume Chevalier de la Légion d'Honneur, Danielle Casanova est honorée dans plusieurs centaines de villes et villages, où son nom a été donné à des avenues, rues et places, à des établissements scolaires et culturels.

Les PTT ont émis le 9 mars 1983 un timbre à son effigie en «hommage à la femme», à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, une pièce de 10 € a été frappée en 2012. Deux ferries de la SNCM, assurant les liaisons de la Corse avec le continent et le Maghreb, porteront, de 1989 à 2002 pour le 1<sup>er</sup>, de 2002 à 2015 pour le second, le nom de Danielle-Casanova.



Le Ferry «Danielle-Casanova» de la SNCM, reliant la Corse au Continent et au Maghreb.

<sup>1</sup> Emma Périni, sœur de Danielle Casanova, militera elle aussi à l'U.F.E., deviendra elle aussi dentiste et épousera Maurice Choury, futur dirigeant de l'insurrection corse. Leur autre sœur, Renée Périni, épousera Pierre Pagès, lui aussi futur Résistant.

<sup>2</sup> Laurent Casanova (1906-1972) deviendra avant-guerre le secrétaire du dirigeant communiste, Maurice Thorez. Fait prisonnier lors de la Bataille de France en 1940, il réussira, après plusieurs tentatives, à s'évader. De retour à Paris le 1<sup>er</sup> mai 1942, il reprit contact avec des dirigeants du P.C. clandestin (Pierre Villon, Charles Tillon, ...) entrant au Comité militaire national des FTP. A la Libération, il sera ministre communiste des Anciens Combattants de janvier à décembre 1946.

<sup>3</sup> L'UJFF avait pour mission de permettre aux jeunes filles de militer, en tenant compte de leur place dans la société de l'époque, et d'accéder aux responsabilités : une expérience acquise qui sera précieuse dans la clandestinité sous l'Occupation. L'UJFF sera l'armature de l'Union des Jeunes Filles Patriotes (UJFP).

## LA LIBERATION DES CAMPS DE LA MORT

La Loi 54-415 du 14 avril 1954 «consacre le dernier dimanche d'avril au souvenir des victimes de la déportation et morts dans les camps de concentration du III<sup>e</sup> Reich au cours de la guerre 1939-1945.

«L'Assemblée Nationale et le Conseil de la République<sup>1</sup> ont délibéré, l'Assemblée Nationale a adopté, le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

«...Art. 2 : Le dernier dimanche d'avril devient «Journée Nationale des victimes et des héros de la déportation.

«Des cérémonies officielles évoqueront le souvenir des souffrances et des tortures subies par les déportés dans les camps de concentration et rendront hommage au courage et à l'héroïsme de ceux et de celles qui en furent les victimes.»

La promulgation du texte de la loi 54-415 est signée du Président de la République, René Coty, du Président du Conseil des ministres, Joseph Laniel, du ministre des Finances Edgar Faure et du ministre des Anciens combattants, André Mutter.<sup>2</sup>

La date retenue – le dernier dimanche d'avril – correspond à la période de libération en 1945 des derniers camps de concentration restés sous le contrôle des nazis. Les premiers à l'être furent en 1944 à l'Est de l'Europe, par la contre-offensive libératrice de l'Armée rouge...

Ainsi, édifié dès l'été 1941 dans la banlieue de Minsk, capitale biélorusse, sur le site d'un ancien kolkhoze<sup>3</sup> soviétique, le camp de concentration de **Maly Trostenets**, était devenu *vernichtungslager* (camp d'extermination) le 10 mai 1942. Plus de 60 000 Juifs, déportés depuis l'Autriche, l'Allemagne et le «Protectorat de Bohême-Moravie»<sup>4</sup>, y furent assassinés comme nombre de membres de la communauté juive de Minsk, le plus grand nombre par une balle dans la nuque dans deux forêts proches dès leur arrivée ; des chambres à gaz mobiles furent aussi mises en œuvre.

Le camp de Maly Trostenets fut démantelé le 28 juin 1944 par les nazis, qui ten-

tèrent d'effacer toute trace de génocide. Les quelques Juifs ayant survécu furent libérés début juillet 1944 par l'Armée rouge et, dès le 7 juillet, témoignèrent sur les crimes commis en ces lieux tragiques.

Ouvert en septembre 1943 comme camp de transit, situé à proximité de la frontière russe en Estonie conquise par la Wehrmacht depuis l'été 1940, le camp de concentration de **Vaivara**, l'un des tout

mèrent les survivants (environ 29 000 personnes) dans un Ghetto, dont six mois après sa constitution la moitié de la population a été exterminée.

À l'automne 1943, les S.S. transformèrent le Ghetto en camp de concentration sous le nom de «**Kauen**», où furent assassinés des Juifs lituaniens mais aussi venus de plusieurs pays européens, dont 878 Français – tel Miron Zlatin, le directeur de

la maison d'Izieu – rassemblés dans le «convoi n° 73», parti de Drancy le 15 mai 1944 et dont seuls 22 survécurent.

Le camp de Kaunas-Kauen fut démantelé le 8 juillet 1944, les déportés survivants furent évacués vers les camps de Stutthof et Dachau, le Ghetto étant rasé, 2 000 personnes périssant dans les flammes. La ville et le camp seront libérés par les Soviétiques le 1<sup>er</sup> août 1944.

### GRANDS CAMPS D'EXTERMINATION

Les grands camps d'extermination, dont la finalité première – même s'ils avaient une dimension économique – était le génocide de populations, en premier lieu juives et tziganes, furent implantés



derniers mis en place fut placé à sa création sous la direction d'Hans Aumeier, ancien commandant d'Auschwitz 1 ; ses gardes seront essentiellement des supplétifs lettons et russes des bataillons de sécurité.

Plus de 20 000 Juifs de Lettonie, de Pologne et Hongrie et du camp tchèque de Theresienstadt (Terezin) passèrent ses grilles avant d'être répartis pour travailler à l'extraction pétrolière dans deux douzaines de camps annexes proches, tel celui de **Klooga**,<sup>5</sup> qui furent des étapes de repli lors de l'évacuation dans le froid et la neige du camp principal les 4 et 5 février 1944, face à l'arrivée de l'Armée rouge. Plusieurs centaines de déportés furent assassinés lors de «sélections» destinées à éliminer les plus faibles.

**Kaunas** fut de 1920 à 1940 la capitale de la Lituanie indépendante. Comptant une importante population juive (35 000 à 40 000 personnes), les nazis dès leur occupation de la ville le 24 juin 1941 entamèrent avec la complicité d'antisémites lithuaniens le massacre des Juifs ; entre juillet et la mi-août 1941, les nazis enfer-

ment les territoires polonais annexés ou occupés par le Reich : ce sont les camps de Belzec, Majdanek, Sobibor et Treblinka dans le «Gouvernement général» de Pologne, entité administrative allemande des territoires polonais occupés mais non annexés au Reich, dont les noms sont devenus tragiquement emblématiques de la Shoah, avec ceux d'Auschwitz en Haute-Silésie et de Chelmno en Pologne. Le 22 juin 1944, l'«Opération Bagration» déclenchée par l'Armée rouge en direction de la Vistule va conduire à l'achèvement de la libération de la Biélorussie et à son entrée en Pologne le 18 juillet.

Le site de **Sobibor** est atteint. Le site, car le camp, édifié en mars-avril 1942, doté de chambres à gaz, et qui fut jusqu'à l'été 1943 le lieu de l'extermination d'entre 150 000 et 200 000 Juifs – dont 2 000 Français des convois n° 52 et 53 des 23 et 25 mars 1943 – dont les corps furent entassés primitivement dans d'immenses fosses communes avant d'être brûlés sur des bûchers de plein air pour dissimuler leurs crimes, fut démantelé après la révolte qui éclata le 14 octobre 1943 et qui permit à 300 déportés de sortir du camp ; 47 survécurent rejoignant la Résistance polonaise. Après la révolte, les SS tentèrent d'effacer toutes traces du camp en plantant sur son site des arbres et en y installant une ferme.

<sup>1</sup> Aujourd'hui : le Sénat

<sup>2</sup> René Coty ; Joseph Laniel, ancien membre du Conseil National de la Résistance (CNR), il participa à la sa réunion constitutive le 27 mai 1943, Edgar Faure fut procureur adjoint français au Tribunal de Nuremberg jugeant les criminels de guerre nazis ; André Mutter : ancien membre du CNR.

<sup>3</sup> Grande ferme collective.

<sup>4</sup> Sur le territoire de l'actuelle République tchèque, amputé des Sudètes depuis les Accords de Munich de fin septembre 1938 et conquis par Hitler en mars 1939.

<sup>5</sup> Lorsque les troupes soviétiques arriveront à Klooga le 22 septembre 1944, situé sur la côte estonienne, 2 000 déportés auront été assassinés dans les forêts proches, d'autres étant évacués par mer vers le camp de concentration de Stutthof, près de Dantzig (Gdansk).

Le camp d'extermination de **Belzec**, situé à mi-chemin entre la ville polonaise de Lublin et l'actuelle ville ukrainienne de Lviv fut le premier des camps d'extermination édifiés dans le cadre de l'«Aktion Reinhard», c'est-à-dire la mise en œuvre du génocide des Juifs du Gouvernement général de Pologne. Édifié en novembre et décembre 1941, il entre en service à partir de février 1942, les gazages à grande échelle commençant le 16 mars 1942 : à la fin mai, 80 000 personnes sont déjà mortes dans les chambres à gaz et enterrées dans des fosses communes.

Quand les gazages seront arrêtés fin décembre 1942-début 1943, entre 500 000 et 600 000 personnes auront été assassinées ; on ne connaît que deux survivants de Belzec. Début 1943, les corps exhumés des fosses sont brûlés et leurs cendres dispersées dans les bois, les rivières, les champs, les installations sont rasées et, comme à Sobibor, des arbres sont plantés sur le site où une ferme est aussi édifée, confiée à un ancien garde... Quand les Soviétiques arriveront, ils ne pourront se rendre compte de ce que furent ces lieux de martyre.

Il en sera de même pour le camp de **Treblinka**, au nord-est du Gouvernement général, entré en activité le 23 juillet 1942 et où seront dirigés pour y être exterminés les Juifs du Ghetto et de la région de Varsovie : au 21 décembre 1942, plus de 350 000 d'entre eux y ont déjà été assassinés dans les chambres à gaz et enterrés dans des fosses communes. Lorsque le camp cessera son activité le 19 août 1943, de 800 000 à 900 000 Juifs, essentiellement polonais mais aussi slovaques, tchèques, allemands autrichiens, grecs, macédoniens, ainsi que 2 000 Tziganes, auront été tués à Treblinka, ce qui en fait le second site génocidaire après Auschwitz. A la fermeture du camp, près de 700 000 corps furent exhumés des fosses et incinérés d'avril à juillet 1943, les déportés juifs restants furent envoyés à Sobibor et assassinés, les installations – en premier lieu les chambres à gaz – rasées et une ferme fut implantée à leur place jusqu'à l'arrivée de l'Armée rouge à la mi-1944.

Treblinka fut aussi comme à Sobibor le théâtre d'une révolte qui eut lieu le 2 août 1943, permettant l'évasion d'une centaine de déportés, la moitié réussissant à survivre jusqu'à l'arrivée des Soviétiques près d'un an plus tard.

Lorsque l'Armée rouge arrive à **Maidanek** (*Konzentrationslager Lublin*) le 23 juillet 1944, vide de ses prisonniers évacués vers Auschwitz, elle va – malgré l'incendie de plusieurs bâtiments – trouver des traces matérielles d'un camp d'extermination, en premier lieu les chambre à gaz, sans qu'elles puissent révéler l'ampleur et le caractère monstrueux des crimes commis en ces lieux. Dans ce camp, ouvert en février 1943, 253 000 personnes, dont 118 000 Juifs, perdirent la vie, victimes du monoxyde de carbone, du gaz Zyklon B, des fusillades, des injections létales de phénol...

Les deux derniers camps d'extermination ont été implantés aux limites orientales des territoires polonais annexés au Reich, Chelmno en Pologne (Wartheland), et Auschwitz en Haute-Silésie.

Les premières victimes des gazages ayant débuté le 8 décembre 1941 au camp de **Chelmno** furent des Juifs des villes et villages environnants ainsi que 5 000 Tziganes autrichiens ; ils seront suivis par des dizaines et des dizaines de milliers d'autres : 145 000 personnes seront assassinées à Chelmno jusqu'au début 1943. Le 7 avril, les derniers membres du *Sonderkommando*<sup>6</sup> sont fusillés, les crématoires sont détruits à l'explosif, du gazon est semé, les listes de Juifs exterminés détruites, la destruction de la preuve des crimes se poursuivra jusqu'à la fin de l'année. Un second camp, plus sommaire dans ses installations mais comprenant deux crématoires, est édifé sur le même site est édifé début 1944.

Alors que l'Armée rouge s'approche de Chelmno, les SS, après avoir assassiné le *Sonderkommando* – dont une vingtaine de membres ont tenté une révolte, incendient les bâtiments subsistants les 17 et 18 janvier 1945 et quittent les lieux. Le chiffre total des victimes à Chelmno se situe entre 150 000 et 170 000 victimes.

## LE SYMBOLE D'AUSCHWITZ

Le principal camp d'extermination est celui d'**Auschwitz**, ouvert sur le site d'une ancienne caserne polonaise le 27 mai 1940 comme camp de concentration pour opposants polonais communistes et socialistes, rejoints par des condamnés par des tribunaux allemands, des Juifs, des Tziganes, des homosexuels, des handicapés et des prisonniers de guerre soviétiques... En novembre 1943, le camp d'Auschwitz est subdivisé en trois.

Birkenau, à 3 km du camp primitif, devient «Auschwitz 2», comprenant le centre d'extermination disposant de 4 complexes de chambres à gaz-crématoires où, venant après des jours de voyage dans des wagons à bestiaux de tous les pays d'Europe occupée, dont de France, furent assassinés dans les chambres à gaz dès les premières heures de leur arrivée plus d'un million de femmes, d'enfants, de personnes âgées, d'invalides, seuls les hommes et les femmes considérés comme aptes au travail ayant un sursis, étant voués à la mort rapide par épuisement. C'est à Auschwitz 2 que, le 7 octobre 1944, les 250 membres du *Sonderkommando* se révoltèrent, détruisirent partiellement le crématoire IV et s'échappèrent vers la forêt ; peu survécurent.

Monowitz ou «Buna-Monowitz», c'est-à-dire «Auschwitz-3», créé en 1941, est un complexe industriel géré par la firme chimique allemande I.G. Farben, utilisant la main d'œuvre concentrationnaire pour

produire du caoutchouc et des carburants synthétique.

A partir d'août 1944, alors que l'Armée rouge est à près de 200 km d'Auschwitz, les nazis commencent à détruire les traces des crimes, les équipements, les listes nominatives de déportés, à assassiner les témoins de l'extermination, font sauter le dernier crématoire.

Le 17 janvier 1945 a lieu le dernier appel des 67 000 déportés encore dans le camp : dès le lendemain, ils vont être évacués vers les camps de concentration de l'intérieur de l'Allemagne, ce sont les «marches de la mort» – vers Buchenwald, Bergen-Belsen, Dachau, Gross-Rosen, Mauthausen – qui vont faire 15 000 victimes.

Le camp d'Auschwitz est libéré le 27 janvier 1945 après 15 heures de combat par la 100<sup>e</sup> division de la 60<sup>e</sup> armée du Front d'Ukraine de l'Armée rouge. 7 650 déportés – sur 200 000 avant l'évacuation – y sont encore présents, 600 corps de déportés n'ont pas disparu : pour la première fois, l'horreur du système génocidaire nazi est physiquement visible dans les murs et les corps. Plus d'1 100 000 déportés périrent à Auschwitz, dont 960 000 Juifs, 70 000 Polonais, 21 000 Tziganes, 15 000 prisonniers de guerre soviétiques, plusieurs dizaines de milliers de «politiques» venus de tous les pays d'Europe occupée, dont de France.

Les Soviétiques arrivèrent aussi aux portes de camps de concentration, tel, le 15 janvier 1945, celui de **Plaszow**, ouvert en Pologne en 1942 et rendu célèbre par le film «*La liste de Schindler*» et où sévit le sinistre Amon Goeth, commandant SS du camp. Quelques jours plus tôt, les SS avaient fait exhumer et brûler 9 000 corps pour dissimuler leurs crimes avant d'évacuer les détenus.

A l'ouest des frontières de 1939 du Reich, les nazis n'ont construit de camps de concentration qu'en Alsace annexée et aux Pays-Bas, si l'on excepte les dépendances du camp de Neuengamme sur Aurigny, île anglo-normande occupée.

En Alsace, dans le sud-ouest du Bas-Rhin, à proximité d'un gisement de granit rose, dont l'extraction sera une finalité, les nazis vont implanter un camp de concentration sur les hauteurs de la commune de Natzwiller, sous le nom de **Natzweiler-Struthof** et qui sera officiellement ouvert le 21 avril 1941. Près de 52 000 personnes seront tout au long de son activité internées dans le camp et ses commandos extérieurs, plus de 22 000 perdront suite aux privations et aux sévices la vie au Struthof, considéré comme l'un des plus durs camps du système concentrationnaire, y recevant des Résistants condamnés *Nach und Nebel* de toute l'Europe. Dans la nuit du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre 1944, 107 membres du réseau français de Résistance «Alliance» et 33 membres du Groupe mobile Alsace-Vosges y seront assassinés d'une balle dans la nuque...

<sup>6</sup> «Unité spéciale» formée de détenus juifs pour le service des chambres à gaz et des crématoires. Les membres des *sonderkommandos* furent systématiquement exécutés pour ne pas laisser de témoins du génocide.

Le Struthof sera aussi le lieu de mortelles pseudo-expériences médicales qui coûteront la vie à de nombreux déportés.

Le Struthof sera le premier site concentrationnaire atteint le 23 novembre 1944 par des troupes alliées, en l'occurrence françaises, après que le camp a été évacué du 2 au 20 septembre 1944 par les nazis vers les camps de Dachau et Allach en Allemagne<sup>7</sup>.

Plus à l'Ouest, aux Pays-Bas atteints par les troupes alliées, la 4<sup>e</sup> division de chars canadienne libère en septembre 1944, après des combats dans l'enceinte même du camp avec les Allemands en fuite, **Hertogenbosch-Vught**, camp en service depuis janvier 1943 et où furent internés des Juifs et des Résistants néerlandais. Elle y découvre un horrible tas de 500 cadavres de détenus exécutés le matin même, et 5 à 600 autres déportés qui devaient être exécutés l'après-midi ; plus de 2 500 autres avaient auparavant été évacués à Sachsenhausen.

Les Britanniques, les Américains et les français à l'Ouest, les Soviétiques à l'Est et au Sud-Est atteignent en ce début 1945, les frontières du Reich, sur le sol duquel ont, dès 1933, fut entamée la construction d'une douzaine de grands camps de concentration, démultipliés en plusieurs centaines de Kommandos extérieurs.

Durant quatre mois, jusque fin avril 1945, au fur et à mesure de la progression des troupes alliées vers le cœur de l'Allemagne vont se multiplier les exécutions, les évacuations, les marches de la mort vers les camps restant encore pour quelques semaines sous le contrôle des SS.

## AU CŒUR DU REICH

Situé en Haute-Silésie, le camp de **Gross-Rosen**, construit en 1940 comme dépendance de Sachsenhausen et devenu structure indépendante en 1941, va recevoir principalement des détenus polonais, du moins jusqu'au début 1945, étant la destination d'une des marches de la mort venant d'Auschwitz, surchargeant le camp. Une destination qui ne sera qu'une étape : à partir du 8 février 1945, alors que les Soviétiques approchent, 31 000 détenus sont dramatiquement évacués vers les camps de Buchenwald, Dora, Flossenbürg et Dachau. Au total 40 000 personnes auront trouvé la mort à Gross-Rosen durant la guerre.

Le mois d'avril 1945 va voir l'évacuation ou la libération de la plupart des camps.

Alors que les troupes américaines arrivent à proximité, les SS entament à partir du 4 avril l'évacuation de **Buchenwald**, l'un des plus vieux camps de concentration puisqu'établi en 1937 et qui, outre des Juifs, a d'abord accueilli des opposants allemands au nazisme, puis des déportés résistants de tous pays d'Europe, notamment près de 25 000 Français.

Afin de stopper les marches de la mort

partant du camp, surpeuplé par les milliers de déportés évacués de l'Est, certains depuis Auschwitz, et face aux menaces de liquidation physique des 20 000 restés sur place, le Comité International Clandestin de résistance, formé à l'été 1943 et au sein duquel le Comité clandestin des intérêts français<sup>8</sup> a joué un rôle important, décide l'insurrection du camp, qui est libéré le 11 avril avant même l'arrivée des Américains le jour même. Plus de 45 000 personnes perdirent la vie à Buchenwald.



Les «marches de la mort».

Ce même 11 avril 1945, des unités de la III<sup>e</sup> Armée américaine libèrent quelques centaines de prisonniers du camp de **Mittelbau-Dora**, primitivement dépendance de Buchenwald et devenu en octobre 1944 un camp à part entière, où ils trouvent aussi 1 200 morts et mourants. Dans les installations souterraines, consacrées à la production de plusieurs milliers de V1 et V2, 20 000 des 60 000 déportés de 21 pays qui y furent affectés moururent, dont 11 000 lors des marches d'évacuation précédant la libération...

Le 15 avril, les troupes britanniques arrivent aux portes du Camp de **Bergen-Belsen** où elles découvrent des monceaux de cadavres. Entre novembre 1944 et avril 1945, l'effectif du camp est passé de 15 000 à 60 000 détenus du fait de l'arrivée des évacués des camps de l'Est, le typhus y fait rage. Durant cette période, près de 35 000 déportés décéderont, dont Anne Frank et Hélène Berr.

Ouvert dans sa version première dès 1933 puis mis en service en juillet 1936, le camp de **Orianenbourg-Sachsenhausen**, accueillait alors à part égale des opposants politiques et des droits communs, les premiers assassinats de détenus ayant lieu dès novembre 1936. En 1938, plus de 6 000 Juifs y sont envoyés après la Nuit de Cristal. La guerre déclarée, des Résistants de tous pays – dont des Français – y seront envoyés. Le camp sera libéré par l'Armée rouge et des troupes polonaises le 22 avril. Plus de 100 000 personnes perdirent la vie dans ce camp.

Le lendemain 23 avril, le **camp de Flossenbürg**, où 30 000 des 96 000 prisonniers – dont 5 344 Français – qui y passeront perdirent la vie, évacué le 20 avril, notamment vers Dachau, fut libéré par la 90<sup>e</sup> division d'infanterie de l'Armée américaine.

<sup>8</sup> Présidé par Frédéric-Henri Manhès, avec à ses côtés notamment Albert Forcinel, Marcel Paul, Eugène Thomas... Parmi les déportés français : Bruno Bettelheim, Claude Bourdet, membre du CNR, Marcel Dassault, Guy Ducloné, Pierre Durand, Maurice Halbwachs, Stéphane Hessel, André Marie, David Rousset, André Souquière, Pierre Sudreau, Boris Taslitzky.

La dernière semaine d'avril va voir la libération de deux camps importants : après avoir été évacué le 26 avril, le camp de **Dachau**, ouvert le 21 mars 1933 à 17 km au nord de Munich, et qui reçut jusqu'en 1945 environ 200 000 déportés de 30 pays, dont plus de 2 500 Français, tels ceux du convoi parti le 2 juillet de Compiègne et arrivé le 5 juillet à Dachau, fut libéré le 29 avril par la 45<sup>e</sup> division de la VII<sup>e</sup> armée américaine, qui y découvrit l'horreur des corps squelettiques, des fosses communes. Plus de 30 000 déportés périrent à Dachau.

Camp de femmes et d'enfants ouvert en mai 1939 et où 90 000 des plus de 120 000 déportés – dont 7,3 % de Françaises – furent assassiné(e)s, **Ravensbrück** fut libéré par l'Armée rouge le 30 avril 1945, n'y trouvant que 3 500 femmes et 300 hommes non évacués. Marie-Jo Chombart de Lauwe, Charlotte Delbo, Geneviève Anthonioz-de Gaulle, Martha Desrumeaux, Brigitte Friang, Yvonne Le Tac, Violette Szabo, Germaine Tillon, Marie-Claude Vaillant-Couturier y furent internées.

En Autriche, le camp de **Mauthausen-Gusen**, ouvert en août 1938 au lendemain de l'Anschluss, fut libéré le 5 mai 1945 par la 11<sup>e</sup> division blindée de la III<sup>e</sup> armée américaine. On estime que près de 120 000 des 200 000 déportés<sup>9</sup> dans ce camp – à la mortalité la plus élevée de tous – y moururent. L'«escalier de la mort» conduisant à la carrière de granit est tragiquement célèbre.

Le même jour, vide de tous ses déportés, évacués préalablement jusqu'au 18 avril, notamment vers Bergen-Belsen et vers Lübeck<sup>10</sup>, le camp de **Neuengamme**, près de Hambourg fut atteint par la 82<sup>e</sup> division aéroportée britannique. 55 000 des 106 000 déportés à Neuengamme – dont 11 500 Français<sup>11</sup> – moururent dans ce camp ouvert le 13 décembre 1938.

Le camp de **Stutthof**, sur la côte de la Baltique, eut le triste privilège d'être le second camp – après celui de Mauthausen en Autriche annexée – ouvert hors du territoire allemand, puisque sur celui de la Ville libre de Dantzig<sup>12</sup> en 1939, et d'être le dernier camp – avec celui de **Theresienstadt** dans les Sudètes tchèques – à être totalement libéré après la capitulation nazie ; le premier par les Soviétiques, le second par les Américains.

Entre 250 000 et 375 000 déportés auront succombé d'épuisement où sous les coups des SS lors des « marches de la mort » du début 1945.

<sup>9</sup> Parmi les Français qui y furent internés : Pierre Daix, André Ulmann, le R.P. Riquet, Georges Séguy.

<sup>10</sup> Internés dans les cales de plusieurs bateaux allemands à l'ancre dans le port, 7 000 déportés furent tués le 3 mai lors de leur bombardement par l'aviation anglaise.

<sup>11</sup> Parmi eux, Louis Martin-Chauffier, André Duroméa, Léonel de Moustier, Marcel Prenant, David Rousset...

<sup>12</sup> Freie Stadt Dantzig fut instaurée en 1920 sous la protection de la Société des Nations. Située sur les rives de la Baltique à la limite de la Prusse-Orientale et peuplée majoritairement d'Allemands, elle donna lors des élections de 1935 une majorité aux nazis, dont le gaullier, Albert Forster proclama son rattachement au Reich le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

<sup>7</sup> L'un de ses Kommandos extérieurs dans le sud de l'Allemagne, le camp de **Vahingen**, dont les détenus travaillaient pour une usine d'aviation, sera libéré le 1<sup>er</sup> avril 1945 par la 1<sup>re</sup> Armée française.

# LES MONNAIES DE LA FRANCE LIBRE ET LIBEREE

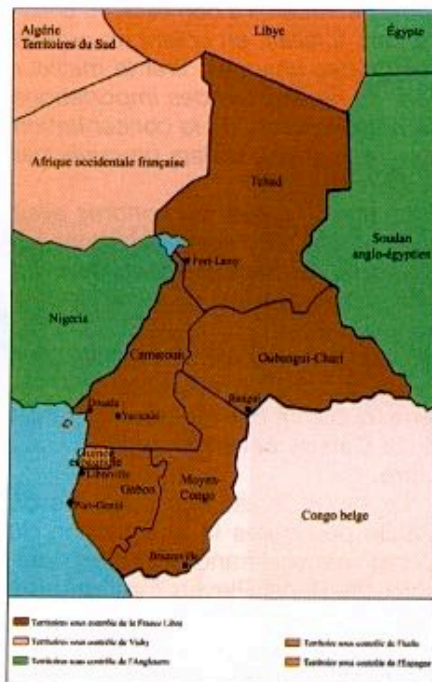
Lorsque le général de Gaulle lance depuis Londres son « Appel » le 18 juin 1940, il n'est – à la différence des gouvernements ou souverains en exil réfugiés à Londres (polonais depuis 1939, norvégien, belge, néerlandais et luxembourgeois depuis le printemps 1940 – investi d'aucune légitimité gouvernementale ni n'a d'autorité – à la différence des Belges au Congo et des Néerlandais dans les Antilles, au Surinam et dans les Indes Orientales – sur aucune terre de souveraineté française. La France Libre qu'il proclame est étroitement dépendante de la Grande-Bretagne qui l'accueille, qui l'héberge et qui lui fournit les moyens matériels et financiers nécessaires ; une dépendance inacceptable pour lui-même à titre personnel, et inacceptable pour la France dont il entend restaurer la souveraineté, que Pétain a de fait abdiquée en ayant signé l'armistice de Rethondes.

Une situation qui va changer dès le 18 juillet 1940 avec le ralliement à la France Libre du condominium anglo-britannique des Nouvelles-Hébrides, et surtout, à partir du 26 août, avec ceux du Tchad, du Cameroun (27 août), du Moyen-Congo (29 août), de l'Oubangui-Chari (30 août), auxquels viendront se joindre en septembre les Etablissements français d'Océanie (2) de l'Inde (9), ceux et la Nouvelle-Calédonie (24). Et en octobre, la conquête par les Gaullistes du Gabon – qui auront connu cependant en septembre un échec dans leur tentative de ralliement de l'A.O.F. – achèvera de donner à la France libre une assise territoriale et militaire ainsi que des ressources propres conséquentes, que concrétise la création le 27 novembre à Brazzaville du « Conseil de défense de l'Empire » par le général de Gaulle, qui nomme le 30 novembre Félix Eboué Gouverneur général de l'Afrique Équatoriale Française (A.E.F.).

## LA SOUVERAINETE MONETAIRE

Depuis l'Antiquité et l'apparition de la monnaie comme moyen d'échange, celle-ci va être étroitement associée au pouvoir, des cités-Etats, des Etats féodaux, des Etats modernes où son émission devient un monopole de leurs gouvernements, qui en fixent pour les monnaies métalliques le grammage en or ou en argent, la garantie sur l'or ou l'argent ainsi que les taux de change pour les monnaies fiduciaires.

La situation des Français libres à l'été et l'automne 1940 va être caractérisée à la fois par un manque de moyens



Territoires français libres d'Afrique à l'automne 1940

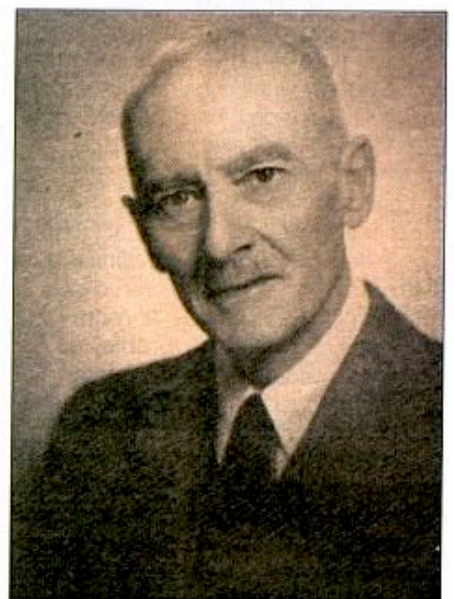
financiers propres et l'absence dans les territoires africains ou océaniques dont elle prend le contrôle d'une monnaie spécifique. Celles qui y ont cours étant celles de la III<sup>e</sup> République, dont les contreparties métalliques et les instituts d'émission sont restés sous le contrôle du Gouvernement désormais installé à Vichy sous la férule de Pétain ; ce qui pose un évident problème.

Un accord, signé le 7 août 1940 entre, représentée lors des discussions par Pierre Denis<sup>1</sup> et René Cassin, la France Libre – dont depuis le 28 juin de Gaulle est reconnu le chef par Churchill – et le Gouvernement britannique, va mettre, via la Banque d'Angleterre, des ressources à la disposition des Français Libres.<sup>2</sup>

Commentant cet accord, René Cassin écrira : « Lorsque, dès fin juin 1940, je fus chargé par le général de Gaulle de rédiger l'accord qui, signé le 7 août, a sur le plan interallié constitué la charte des Forces Françaises Libres, c'est chez Rauzan, notre seul financier d'expérience internationale, que je trouvai les avis les plus sûrs pour concilier l'indépendance des Français libres avec la nécessité d'un appui du Royaume-

*Uni, seul debout. C'est grâce à notre entente complète que fut écartée toute subvention ou solde faisant de nous des « mercenaires ou stipendiés de l'Angleterre » et que fut ouvert un compte d'avances remboursables, comprenant en face de la colonne du débit, une colonne active pouvant atténuer le montant de la première. Grâce à Rauzan, le franc de la France Libre demeura jusqu'au 31 juillet 1943 à la parité de 176 à la livre, fixée par les accords franco-anglais antérieurs à l'armistice de juin 1940 ».*

Dans la suite de cet accord, René Cassin et Pierre Denis obtiennent en septembre suivant que les avances de trésorerie faites par un Dominion<sup>3</sup> ou un territoire colonial britannique à un territoire français de n'importe quel continent soient *obligatoirement comptabilisés à Londres et à la charge de la France Libre*. Ce qui en assurait la cohésion financière et confortait la cohésion politique des territoires sous son contrôle. « L'unité financière ainsi maintenue de la France et de ses territoires d'outre-mer fut – écrira encore Jean Cassin – consolidée, peu de mois après, par les accords économiques du 21 janvier 1941 et les accords financiers et de trésorerie que j'ai signés en mars 1941, au nom du Conseil de défense de l'empire, pour la liberté de gestion centrale de la France Libre, pour les offices coloniaux des changes et pour chacun de nos territoires au fur et à mesure qu'ils se ralliaient.



Pierre Denis alias « Rauzan »

<sup>1</sup> Pierre Denis, agrégé d'histoire et de géographie alors âgé de 57 ans, ancien haut-fonctionnaire du service financier de la Société des Nations (SDN), rallia Londres avec René Pleven le 20 juin 1940. Incorporé le 25 juin aux Forces Françaises Libres (FFL) sous le nom de « Rauzan », il est nommé le 2 août par le Général de Gaulle directeur des finances de la France Libre.

<sup>2</sup> L'accord stipule que leur remboursement devra se faire après la Guerre ; ce qui fut effectivement le cas.

<sup>3</sup> Dominions : Afrique du Sud, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande.

«Ici encore, la Grande-Bretagne témoigna d'une largeur de vues dont elle trouva bientôt la récompense dans les services de tous ordres rendus aux Alliés par l'A.E.F., le Cameroun, les Établissements français de l'Inde, de l'Océanie, la Nouvelle-Calédonie, les Nouvelles-Hébrides, Saint-Pierre-et-Miquelon, Djibouti, la Réunion, Madagascar.

«Ces accords économiques, auxquels Plevin, G. Monod, Vogt et, plus tard, Morhange ont principalement coopéré avec Rauzan, ont assuré le ravitaillement, la vie économique et même l'accroissement de production de territoires où, pourtant, la mobilisation des cadres et des troupes avait prélevé de nombreux hommes très actifs».

## LA CAISSE CENTRALE DE LA FRANCE LIBRE



En Afrique équatoriale française, rattachée à la France Libre, et en Afrique occidentale française (A.O.F.)<sup>4</sup> – qui restera jusqu'en 1943 sous le contrôle du gouvernement de l'Etat Français (Vichy) – circulait fin 1940 une seule monnaie, émise sous licence par une Banque privée, la Banque de l'Afrique Occidentale (B.A.O.) restée sous le contrôle de l'administration pétainiste.

La différence de l'inflation entre les deux ensembles territoriaux et l'unicité des billets en circulation conduisit à l'introduction illégale en A.E.F. de monnaie venant d'A.O.F. à la recherche d'un taux de change favorable, les accords monétaires entre l'Angleterre et la France Libre ayant arrêté une parité fixe. Par ailleurs, le développement de la production dans les territoires français libres et les échanges économiques avec l'extérieur contribuent aussi à faire ressentir la nécessité d'une monnaie indépendante de celle sous le contrôle des institutions monétaires et financières pétainistes.

<sup>4</sup> A.O.F. : Sénégal, Mauritanie, Soudan, Niger, Haute-Volta, Guinée, Dahomey, Côte-d'Ivoire et Togo (territoire sous mandat).

«Nos territoires – écrivait René Casin – avaient besoin d'une monnaie saine dont les billets devaient être imprimés et répartis à bon escient. D'autre part, il fallait, en créant un organe central des changes, tirer le meilleur parti de l'ensemble des importations de notre Empire, de la concentration des livres et des dollars procurés par nos exportations.

Le trésor central de Londres avait enfin besoin d'un agent dans tous les points où, des décaissements devaient être faits pour les besoins de nos armées, etc...».

C'est durant l'été 1941, dans des négociations avec la banque d'Angleterre, que vont être rédigés les statuts de la **Caisse centrale de la France Libre**.

Le projet avait reçu l'aval de de Gaulle peu après la constitution du Comité national français<sup>5</sup>, et reçu l'accord de René Plevin<sup>6</sup> et d'André Diethelm.

L'Ordonnance du 2 décembre 1941, signée par le général de Gaulle, crée la «Caisse centrale de la France Libre» – hébergée dans des locaux de la Banque d'Angleterre attenants à son siège de Threadneedle Street – qui va être à la fois un institut d'émission monétaire (comme une banque centrale) en même temps que le Trésor de la France Libre, c'est-à-dire centralisant les recettes et les dépenses ; ce qui va en faire un instrument bancaire d'une grande efficacité.

Pierre Rauzan se chargera de la mise en place du nouveau système monétaire en allant, dès décembre 1941, en Afrique même veiller à sa mise en place. L'échange des billets de la B.A.O., démonétisés qui, devenus propriété de la Caisse Centrale de la France libre, seront une créance sur la B.A.O. à apurer à la Libération, se fera durant l'été 1942. La Caisse Centrale va mettre aussi en circulation ses propres pièces de 50 centimes et d'un franc, portant à l'avant le coq gaulois et au revers la Croix de Lorraine et la devise républicaine, pièces frappées en Afrique du Sud à Pretoria par la South African Mint.

Le ralliement de nouveaux territoires à la France libre (Réunion, Madagascar, Djibouti, Antilles, Guyane, Syrie et

<sup>5</sup> Comité national français : succédant au Conseil de Défense de l'Empire, il est créé par une Ordonnance du 24 septembre 1941 signée par le Général de Gaulle et restera actif jusqu'en juin 1943. En son sein, René Plevin est Commissaire à l'Economie, aux Finances et aux Colonies.

<sup>6</sup> René Plevin, directeur avant-guerre pour l'Europe de l'Automatic Telephone Company, avait dès juin 1940 rejoint de Gaulle à Londres et joué un rôle important dans le ralliement du Cameroun et de l'AEF à la France Libre. Après guerre, il sera en 1951-1952 président du Conseil des ministres, sa carrière ministérielle se prolongera jusqu'en mars 1973 ; il décéda en 1993.

Liban) et le problème de leur insertion économique et monétaire de la France Libre vont complexifier la tâche.

Plus difficile, politiquement et économiquement, sera, après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord le 8 novembre 1942, l'intégration de l'Afrique Française du Nord (Algérie, Maroc...) où Darlan veut, en se proclamant Haut-Commissaire de France en Afrique, instaurer avec l'appui américain un proconsulat ne remettant pas en cause les institutions pétainistes ; un proconsulat étendant son autorité sur l'A.O.F., où règne depuis 1940, fidèle à Pétain, le gouverneur général Pierre Boisson.

Il faudra attendre la mort de Darlan – assassiné le 24 décembre 1942 par le jeune Résistant Bonnier la Chapelle – et l'acceptation par Giraud, qui lui succéda, toujours avec l'appui américain, en changeant en février 1943 le nom de Haut-Commissariat de France en Afrique en «Commandement en chef français civil et militaire», de fusionner le 3 juin 1943 son «Commandement» avec le «Comité National Français» gaulliste pour former le «Comité Français de Libération Nationale», le CFLN.

L'unification de la Résistance extramétropolitaine par la constitution du CFLN, qui s'approfondira le 9 novembre 1943 lorsque de Gaulle en deviendra le seul Président, va permettre notamment de réaliser la fusion monétaire et financière des territoires de la France Libre et des territoires de l'Afrique du Nord et Occidentale ayant à leur tour rejoint le combat des Alliés contre le Reich hitlérien et l'Italie musolinienne. Une tâche à laquelle s'emploiera à Londres de juillet à septembre 1943 Pierre Denis (Rauzan).

## LA CAISSE CENTRALE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Le rôle joué historiquement depuis sa création le 2 décembre 1941 par la Caisse centrale de la France Libre va, étendu à l'Afrique du Nord et à l'AOF, prendre une autre dimension qui, avec l'évolution politique majeure que constitue la création du CFLN, va conduire à sa transformation par une ordonnance prise à Alger le 2 février 1944 en **Caisse centrale de la France d'Outre-mer (C.C.F.O.M.)**, qui transfère son siège de Londres à Alger et à la tête de laquelle André Postel-Vinay va succéder à Pierre Denis-Rauzan.

C'est la CCFOM qui aura à régler les problèmes monétaires de la France libérée, notamment face aux ambitions américaines dans ce domaine.

(suite page 15)

# LES MONNAIES DE LA FRANCE LIBRE

## LES MONNAIES METALLIQUES

### LES BILLETS

#### 1) AFRIQUE FRANÇAISE LIBRE (1941)



#### 2) CAISSE CENTRALE DE LA FRANCE LIBRE



# LES MONNAIES DE LA FRANCE LIBRE

## MONNAIES "AMGOT" A LA LIBERATION

### 3) LA CAISSE CENTRALE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER



### 4) MONNAIES EN ALGERIE DE NOVEMBRE 1942 A LA LIBERATION



"Émis en France". En fait aux États-Unis...

## LA MENACE DE L'AMGOT

Avant même l'invasion libératrice de l'Europe, les Américains, présupposant qu'aucun gouvernement libre et légitime n'existait sur le sol européen sous le joug nazi et fasciste, avaient préparé la mise en place dans les territoires libérés d'une administration militaire alliée, l'«Allied Military Government of Occupied Territories» (AMGOT), le «Gouvernement militaire allié des territoires occupés», avec des fonctionnaires et responsables formés à cette fin, notamment dans les universités américaines, ayant à prendre en charge tous les aspects de la vie économique, politique et sociale des territoires occupés, et subordonnés à l'état-major militaire interallié.

La Sicile, avant que l'Italie ne sorte du conflit et que les Alliés reconnaissent le Gouvernement Badoglio, fut le premier territoire européen où fut mis en place sous l'autorité du général Harold Alexander l'AMGOT, dont les compétences s'étendront sur le sol italien à la mesure de la progression des armées alliées. Par la suite, des territoires italiens sortiront de l'AMGOT pour passer par étapes sous le contrôle du gouvernement italien reconstitué aux côtés des Alliés.

Des administrations similaires sont prévues pour la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark et la France, présupposant que lors de l'effondrement des administrations nazies et des régimes collaborateurs, ces pays se retrouveraient sans pouvoir légitime dans les zones libérées.

Une telle conception ne pouvait que rentrer en contradiction avec les conceptions du général de Gaulle dont une donnée essentielle de l'action depuis 1940 avait été de restaurer une légitimité nationale indépendante, d'abord dans les territoires français libres et en la préparant pour la France dès sa libération. Tel fut le sens de la transformation le 3 juin 1944 du Comité Français de Libération Nationale (CFLN) en Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF), tel fut aussi celui de la mise en place, en France même dans la clandestinité et avec le concours du Conseil National de la Résistance (CNR), des Comités locaux et départementaux de la Libération chargés de prendre - sans vacance de pouvoir - la relève des administrations pétainistes à leur effondrement, des Commissaires de la République nommés par le GPRF le représentant dans toutes les régions.

Un des aspects de la mise en place de l'AMGOT en Italie avait été l'émission par les Alliés d'une monnaie d'occupation, dont les effets économiques furent à terme désastreux. Une telle monnaie était prévue pour tous les autres pays libérés, dont la France. Déjà, début 1944, les «*Civils affairs*» alliées avaient émis à Alger des billets ou la mention «Banque d'Algérie» était remplacée par «Région économique d'Algérie».

Le conflit va éclater en juin 1944 dès les premiers jours du Débarquement en Normandie, où plus de 1 500 administrateurs fonctionnaires de l'AMGOT à mettre en place sont dans les pas des soldats débarqués, avec dans leurs bagages une monnaie de «libération» dans laquelle le général de Gaulle et les Résistants verront une monnaie d'occupation destinée à conforter la mise sous tutelle de la France. Inacceptable.

Dans ses «Mémoires», le général de Gaulle écrira «*Les troupes et les services qui s'apprêtent à débarquer sont munis d'une monnaie soi-disant française fabriquée à l'étranger, que le Gouvernement de la République ne reconnaît absolument pas*». Et dès le 8 juin, le GPRF avertit les gouvernements américain et britannique qu'il ne reconnaît aucune valeur légale aux vignettes qui ont été mises en circulation sans son avis.

Les Alliés vont tenter d'établir un cours forcé de leur monnaie, notamment en l'utilisant pour payer les paysans dont les champs ont été réquisitionnés, ou pour rétribuer les personnes embauchées par leurs armées, qui n'acceptent qu'avec réticence «*ces drôles de dollars décorés d'un drapeau tricolore*» tels que les qualifient le Commissaire de la République François Coulet dans un rapport au général Koenig, cherchant à s'en débarrasser à la première occasion ; notamment en payant avec leurs... impôts.

## LA CORSE LIBEREE

Les «billets AMGOT» circuleront jusqu'à la fin août 1944. Et l'AMGOT elle-même ne sera jamais mise en place en France.

Du 4 octobre 1942 date de l'achèvement de sa libération par une insurrection appuyée par des troupes françaises venues d'Alger, au 15 août 1944, date du Débarquement de Provence, la Corse aura été le seul département métropolitain à échapper au contrôle de «l'Etat français».

A la différence de l'Outre-mer colonial et même des départements français d'Algérie, la seule monnaie légalement en circulation en Corse depuis son intégration à la France aura été celle ayant cours légal sur le continent ; en l'occurrence depuis la Révolution : le franc émis depuis juillet 1800 par la Banque de France.

Mais, pendant plus de vingt-deux mois, l'île va être coupée de la France continentale sous administration pétainiste et désormais occupée totalement par la Wehrmacht depuis le 11 novembre 1942.

### LES PREMIERS BILLETS DE LA CORSE LIBRE



Dès avant même l'achèvement de la libération de l'île, une ordonnance du 2 octobre décide le retrait des billets de la Banque de France de 500, 1 000 et 5 000 francs. Pour remplacer les billets retirés, le trésor en émet d'autres : la Banque de l'Algérie surcharge ses billets de 500 et 1 000 francs avec la mention «trésor». Et, pour remplacer le billet de 100 francs également retiré, il va être fait appel à un billet imprimé en Grande-Bretagne, du type de la «Marianne» d'Edmond Dulac, que l'on retrouvera aussi sur les timbres de la France au combat. Les petites coupures et les pièces continueront à circuler.

Les billets pour la Corse ont circulé du 23 octobre 1943 au 31 mars 1946.

## LA MARIANNE DE DULAC

Edmond Dulac, né le 22 octobre 1882 à Toulouse, s'est fixé en 1905 à Londres où il va accéder à la renommée comme illustrateur de presse et d'édition, prenant la nationalité britannique en 1912.

Fin 1940, Dulac est présenté au général de Gaulle à Londres, qui lui confie la réalisation des timbres des territoires coloniaux rattachés à la France libre.

Par la suite, de Gaulle lui demandera de concevoir un timbre destiné à servir quand la France serait libérée : ce sera la *Marianne* dite de Dulac, ou «de Londres», dont le projet est présenté à de Gaulle en 1942. Dulac dessinera également deux billets, avec la même effigie, de 500 et 1 000 francs pour le même imprimeur, De la Rue, d'origine anglo-normande.

Edmond Dulac prit pour modèle, afin de représenter la République française, coiffée du bonnet phrygien, Léa Rixens, épouse d'un ami toulousain, née en 1885 et qui décéda le 15 novembre 1985, choisie pour sa beauté et la fierté de son profil.

Léa fut aussi une résistante, décorée de la Croix de guerre et de la Médaille de la Résistance. Le général Eisenhower lui décerna un certificat de gratitude pour assistance à l'évasion de soldats alliés, une autre attestation lui fut remise par un maréchal de l'air britannique pour son aide aux aviateurs du Commonwealth.



# FASCISTES ET ANTIFASCISTES HONGROIS

La Hongrie est tout à la fois un vieux pays – Etienne, le premier roi de Hongrie fut intronisé le jour de Noël de l'an 1000 ; et, dans sa configuration actuelle, un Etat récent, n'ayant accédé à la pleine indépendance qu'il y a moins d'un siècle, fin 1918 lors de l'effondrement de l'Empire Austro-hongrois vaincu à la fin de la Première Guerre mondiale.

Cet effondrement va avoir pour la Hongrie plusieurs conséquences : du 21 mars au 6 août 1919, le pays est une République dite des Conseils, une république «soviétique», à l'image de la Révolution bolchevique russe et dont la figure de proue est le dirigeant communiste hongrois Béla Kun, «République des Conseils» qui va notamment nationaliser les banques, les assurances, le commerce de gros, les immeubles locatifs, confisquer les grandes propriétés agricoles, les entreprises de plus de 10 ouvriers...

Une politique qui va provoquer en Hongrie l'hostilité non seulement des grands propriétaires ruraux ou urbains mais aussi celle des couches moyennes, et qui va susciter l'inquiétude des voisins de Hongrie – Roumanie, Tchécoslovaquie, Serbie – qui ont avec la Hongrie des problèmes de définition de frontières, et qui sont effrayés par une possible expansion révolutionnaire. Une inquiétude qui est aussi celle des vainqueurs du premier conflit mondial, la Grande-Bretagne et la France ; laquelle va envoyer une armée – commandée par les généraux Berthelot et Franchet-d'Espérey – participer à l'offensive contre la République des Conseils aux côtés des troupes roumaines, serbes et du gouvernement contre-révolutionnaire hongrois, dont le ministre de la Défense est l'amiral Horthy, ancien chef de la marine austro-hongroise.

La chute de la République des Conseils, dont les dirigeants se réfugient en Autriche puis pour certains – tel Béla Kun – en Russie soviétique, va s'accompagner d'une terreur blanche qui va faire selon les estimations entre 1500 et 4000 victimes et conduire à une première émigration notable vers l'Autriche, l'Allemagne et la France.

Dans la Hongrie de l'entre-deux guerres, hors de laquelle les frontières délimitées en 1920 par le traité de Trianon ont laissé en Transylvanie roumaine, dans le sud de la Slovaquie et en Voïvodine serbe près de 7 millions de Hongrois, l'irrédentisme va – avec l'anticommunisme et l'antisémitisme – être une constante du régime de Royaume sans Roi qu'a mis en place en s'en proclamant régent l'Amiral Horthy.

Dès 1920, une loi instaure un numéris-clausus à l'encontre des Juifs pour l'entrée à l'université, pour certaines professions, certaines fonctions leur sont interdites ; une législation qui sera aggravée en 1938 quand la Hongrie se rapproche de l'Allemagne nazie, ce qui va lui permettre d'annexer lors du démembrement de la Tchécoslovaquie initié par les accords de Munich, le sud de la Slovaquie puis la Ruthénie, avant de faire de même à l'été 1940

avec la Transylvanie roumaine. D'autres lois interdiront les mariages mixtes, 250 000 Hongrois juifs se verront retirer leur nationalité. Fondé en 1935, le Parti antisémite et fasciste des «Croix fléchées», devenu aux élections de juin 1939 le second parti du pays, attend son heure...

## AUX CÔTES DU REICH HITLIERIEN

La Hongrie va signer le 20 novembre 1940 le pacte tripartite (Allemagne, Japon, Italie), devenant ainsi l'alliée de l'Allemagne ; une alliance qui va se concrétiser le 1<sup>er</sup> juillet 1941 quand quelques milliers de soldats de l'armée hongroise attaquent la 12<sup>e</sup> armée soviétique. 200 000 soldats hongrois au total vont participer à la guerre contre l'URSS, essentiellement dans la 2<sup>e</sup> armée hongroise, pratiquement annihilée à Stalingrad en février 1943.

Face au succès des contre-offensives soviétiques qui vont s'approcher des Balkans, l'amiral Horthy va tenter secrètement de prendre contact avec les Alliés. La manœuvre écartée, la Wehrmacht envahit la Hongrie le 19 mars 1944 et finalement Horthy est renversé le 15 octobre. Les fascistes hongrois des «Croix fléchées» vont, sous la direction de Ferenc Szalasi et avec l'appui des baïonnettes allemandes, prendre totalement le pouvoir le 16 octobre 1944, alors que depuis septembre l'Armée rouge est entrée dans l'est du pays.

Ils vont accentuer le massacre des Juifs – sur les 370 000 vivant sur le territoire de la Hongrie d'avant-guerre, seuls 190 000 survivront – et s'enrôler dans deux divisions de grenadiers SS hongrois,

## RESISTANCE EN HONGRIE

La répression menée contre les démocrates et antifascistes dans la Hongrie de Horthy de l'entre-deux guerres va contraindre nombre d'entre eux à l'exil, en URSS et en France notamment, ce qui rendra difficile l'organisation de la Résistance dans le Pays même.

Le Parti communiste hongrois (P.C.H.), bien que fortement affaibli par la répression et l'exil, va cependant être la principale force organisée de la clandestinité. Lazlo Rajk, sorti de son emprisonnement en France, regagne la Hongrie en 1941 et devient secrétaire du Comité central clandestin du P.C.H. En 1943, le P.C.H. suscite la création d'un «Parti de la Paix», avec Janos Kadar comme principal dirigeant.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1941, le P.C.H. avait lancé un appel à l'unité patriotique : «...Le Parti communiste propose une collaboration aux Partis bourgeois, dans le cadre d'un mouvement politique antiallemand, basé sur des principes nationaux...».

L'appel, ne sera que moyennement entendu ; cependant un homme comme Arpad Goncz, proche du Parti des Paysans Indépendant et futur président de la République (août 1990-août 2000), déserta de l'Armée et rejoignit le bataillon «Tancsis» de la Résistance armée.

C'est que le Parti communiste, qui s'est doté d'un «Comité militaire» a mis en place de petits groupes de partisans ou de combat urbain, qui vont se développer à l'automne 1944 : ils feront sauter le siège des Croix-fléchées à Budapest, la Kommandantur des SS à l'Hôtel Métropole, effectueront des sabotages dans plusieurs usines d'armement.



la «25<sup>e</sup> Hunhyadi» et la «26<sup>e</sup> Hungaria» qui, avec les restes de l'Armée hongroise, combattront aux côtés des Allemands les Soviétiques, qui encerclent Budapest le 29 décembre 1944 ; la capitale sera prise le 13 février 1945.

Ayant fui en Allemagne, Salaszi y sera capturé par les Américains, remis au nouveau Gouvernement hongrois et pendu le 12 mars 1946.

Les groupes «Szir» et «Laci», composés d'ouvriers, le groupe «Marot», composé d'intellectuels, le groupe «Tancsis Mihaly», la garde «Homoc» multiplieront les actions ; 3 000 partisans hongrois, parachutés par les Soviétiques, viendront les renforcer, de même que des déserteurs de l'Armée hongroise et des bataillons auxiliaires de sécurité. Mentionnons aussi le groupe de Résistance «Bajcsy Zsilinsk- Kiss Janos», actif chez les militaires.

Au printemps 1944 est formé le «Front Hongrois», qui rassemble le «Parti de la Paix», le Parti indépendant des Petits cultivateurs, le Parti Social-démocrate et l'«Union de la Double-Croix».

Un rapport secret de police hongrois du 16 août 1944 note l'arrestation dans la région de Baranya de près d'une centaine de partisans, dont deux... prisonniers de guerre français !

Pendant ce temps, en France...

### ...LA COMMUNAUTE HONGROISE

Le recensement de 1936 établit la présence en France de 11 810 Hongrois ; un chiffre minoré, car il ne prend en compte que les personnes de nationalité hongroise et non les plusieurs milliers d'autres Hongrois ayant les nationalités roumaine, tchécoslovaque et yougoslave. Une douzaine de milliers d'entre eux vit alors en Région parisienne, il y a plus d'un millier d'ouvrières et ouvriers du textile dans le Nord, en Alsace et en Lorraine, plusieurs centaines de Hongrois sont mineurs dans le Pas-de-Calais, d'autres travaillent en Isère à Echirolles à l'usine de la Viscose.

L'influence du Parti communiste et de la CGTU est réelle dans ces milieux ouvriers d'immigrés hongrois. Une section hongroise de la CGTU est fondée en 1923 à Paris, en 1925 dans le Pas-de-Calais.

Depuis 1924, il y a au sein de la M.O.I. un groupe de langue hongroise, la sous-section hongroise du P.C. compte 300 militants. En 1935-1937, lors du Front populaire, le responsable de la section hongroise de la M.O.I. est Imre Tarr.

Des artistes hongrois – telles les danseuses Anna Por et Klara Preiser, qui danse devant les mécaniciens de l'Usine Bréguet dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, ou la pianiste Rose Dobos – se produisent lors des meetings du Front Populaire.

C'est que le numerus clausus et la répression politique en Hongrie ont aussi conduit nombre d'intellectuels, d'artistes, d'étudiants – Juifs ou non – à venir poursuivre en France leur création intellectuelle, leurs études. A l'université, étudiant en lettres à la Sorbonne, Peter Mod, alias Laporte, communiste, militant dans le quartier Saint-Paul à Paris du «Comité du 1<sup>er</sup> septembre», dénommé ainsi en référence à une manifestation brutalement réprimée à Budapest le 1<sup>er</sup> septembre 1930, organise un groupe hongrois au sein de l'Union Fédérale des Etudiants (U.F.E.), structure para-syndicale étudiante progressiste, ainsi qu'une «Association des Etudiants Danubiens» ; à la tête de laquelle lui succédera un social-démocrate, le musicologue Janos Gergely.

En février 1938 naît l'«Association des Artistes et Ecrivains Hongrois», qui va recevoir le soutien de la revue *Uzenet* («Message») publiée par des responsables du Parti communiste hongrois repliés en France. Le 15 juin suivant est créée, avec à sa tête Mihály Károlyi, l'ancien Président de la République des Conseils en 1919, l'«Association des Hongrois Amis de la France» (AHAF), qui prend le relais du «Comité du 1<sup>er</sup> septembre».

Paris va être aussi le centre de regroupement des volontaires hongrois en départ

vers l'Espagne pour y rejoindre les Brigades internationales en lutte aux côtés de la République espagnole face à Franco. De même que c'est en France que vont être internées plusieurs centaines de Brigadistes hongrois après le retrait des Brigades d'Espagne et la chute de la République espagnole, dans des camps tels ceux de Gurs (où il y a 213 Hongrois en mai 1939, dont Lazlo Rajk), du Vernet, de Saint-Cyprien, où paraît le journal au titre espagnol mais en langue hongroise *Unidad*, d'Argelès, où est publié en hongrois le journal *Uj Allomas*.

La déclaration de guerre en septembre 1939, la mobilisation, à laquelle vont répondre volontairement à l'appel de l'AHAF plus de 3 000 immigrés Hongrois, tel Peter Mod, qui s'engage dans le 23<sup>e</sup> régiment de marche des volontaires étrangers, l'interdiction du Parti communiste et de toutes les Associations réputées lui être proches – dont celles d'immigrés – vont disperser pour plusieurs mois les militants.

### DANS LA RESISTANCE FRANÇAISE

Ce n'est qu'en septembre 1940 qu'a lieu en Forêt de Saint-Cloud une réunion des cadres du Parti Communiste Hongrois réfugiés en France, avec ceux du groupe de langue hongroise de la M.O.I., sous la direction de Lajos Papp, qui a succédé à Zoltan Szanto.

Les Hongrois vont être nombreux au sein de la M.O.I. puis des FTP-M.O.I., participant de manière active à la mise sur pied de leur service de renseignement, de leur service médical avec les médecins Farkas, Koenig, Falus et Mura, à la confection des faux-papiers dans laquelle ils excellent... ainsi qu'à leurs groupes de combat, tels l'ouvrier métallurgiste Emeric (Imre) Glasz, qui fit partie du 4<sup>e</sup> détachement FTP-M.O.I. celui des «dérailleurs» commandé par Joseph (Ferenc) Boczov, et l'étudiant Tamas Elek qui, âgé de 18 ans, mènera le 5 novembre 1942 sa première action en attaquant à Paris la librairie allemande «Rive gauche», avant de rejoindre ce même «détachement des dérailleurs», Imre Glasz et Tamas Elek, honorés tous deux chaque année au cimetière d'Ivry avec leurs 21 camarades FTP-M.O.I., héros de l'Affiche rouge.

D'autres – dont des jeunes femmes pratiquant l'allemand – rejoindront le «Travail Allemand», le T.A. en direction de la Wehrmacht. En février 1943, Peter Mod deviendra responsable national des cadres de la M.O.I. et, jusqu'à la Libération, sera chargé du recrutement pour les FTP.

Lazlo Elkan – Lucien Hervé, de son nom de Résistance, futur photographe attiré de Le Corbusier, qui avait vécu un temps sous le même toit que Missak Manouchian à Chantenay-Malabry avant-guerre, fait prisonnier à Dunkerque et évadé d'un camp de prisonniers de Prusse-Orientale – rejoignit l'A.S. à Grenoble puis le Vercors. En décembre 1943, il sera appelé à Paris à la Direction du clandestin «Mouvement National des Prisonniers de Guerre et Déportés», le MNPGD.

Evouons aussi la mémoire du tourneur Jean Weisz, dit «Petit-Jean», et celle du métallo Paul Weisz, torturés à mort par la Gestapo, du lycéen lyonnais Tibor Weisz,

qui avant d'être fusillé, dit à un de ses camarades : «*Nous les combattants devons être forts, surtout nous autres Hongrois...*», de l'ingénieur-électricien Etienne Goldenberger, membre du détachement M.O.I. «Liberté» de Grenoble, d'Etienne Toro, assassiné le 11 février 1944 à Lyon par la Milice, ou celle de Lazlo Bozi, jeune serrurier de 21 ans tombé le 25 août dans le soulèvement de Villeurbanne.

En juin 1943, la direction clandestine des communistes hongrois en France avait pris l'initiative de regrouper les antifascistes hongrois de diverses sensibilités politiques dans le «Mouvement pour l'Indépendance de la Hongrie» (*Magyar Függetlenségi Mozgalom* – MFM), qui entreprendra à partir de juillet la publication du journal *Magyar Szemle* ; en décembre 1943, des Résistantes hongroises entament celle du journal *Harcos No* («*La combattante*»). A la fin 1943, la direction du «Mouvement pour l'Indépendance de la Hongrie» comprend des communistes tels Vagasi, Csizmadia ou Dobossy, des socialistes comme le compositeur Gergely, le poète Gereblyés ou le sculpteur Beóthy, des chrétiens de gauche comme Gyurkity... A l'été 1944, alors que s'est déclenchée – suite au Débarquement de Normandie – l'Insurrection nationale à travers la France, le «Mouvement pour l'Indépendance de la Hongrie» lance un «Appel aux Hongrois de France» dans lequel on peut lire «*En luttant en France, à côté du peuple français contre les envahisseurs hitlériens, nous, Hongrois de France, nous luttons pour la délivrance de la Hongrie, du peuple hongrois, de toute l'Europe (...), nous devons participer aux combats de résistance en cours (...). Mettons-nous donc tous immédiatement sous le drapeau de la Résistance française*». Un appel qui sera entendu.

### A LA LIBERATION

Ainsi à Paris et en Banlieue, lors du soulèvement de la capitale, près de 150 Hongrois y participeront dans les 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrondissements, à Issy-les-Moulineaux, à Houilles, à Malakoff, à Saint-Denis, à Boulogne-Billancourt, où des militants exécutèrent Michel Farkas. Le 31 août, la milice patriotique hongroise, après d'autres sites officiels hongrois de la capitale, occupa la Maison hongroise, ouverte à Paris au début des années trente par le gouvernement hongrois.

La capitale libérée, une centaine de Hongrois vont constituer l'unité «Petöfi» qui va s'intégrer au bataillon de marche des immigrés de la Région parisienne, stationné à Coulommiers avant de partir sur le front des Vosges. D'autres combattirent sur les Fronts des poches et des Alpes. Plus de 1000 Hongrois auront participé à la Résistance, une plaque sur le mur de l'actuelle ambassade porte les noms de 112 d'entre eux.

Fruit d'une collecte, le «M.F.M.» va offrir à l'aviation française reconstituée un avion baptisé du nom de «Petit-Jean», en souvenir de Jean Weisz assassiné par les nazis.

En 1945, le peintre Tibor Gertler – alors âgé de 43 ans et qui reçut plus tard la Croix de Combattant Volontaire de la Résistance – fonda à Lyon, avec d'anciens FTP hongrois, l'«Association France-Hongrie».

## COMPROMISSIONS DU ET AU LIECHTENSTEIN

Le Liechtenstein, dernier vestige de ce que fut la féodalité du Saint-Empire germanique, d'avant la Révolution française, est toujours aujourd'hui une petite principauté indépendante, coincée entre l'actuelle province autrichienne du Vorarlberg et les cantons suisses de Saint-Gall et des Grisons.

Se tenant à l'écart des conflits européens du 19<sup>e</sup> siècle durant laquelle elle fut proche de l'Empire austro-hongrois, elle resta neutre lors de la 1<sup>re</sup> Guerre mondiale, au lendemain de laquelle la principauté entra en 1919 en union monétaire et douanière avec la Suisse, qui par ailleurs assurera sa représentation diplomatique et consulaire.

Avec la Suisse allemande, le Liechtenstein sera le seul territoire germanophone qui échappera à l'annexion au Reich durant la Seconde Guerre mondiale.

Pour autant, elle ne fut pas totalement épargnée de la pénétration de l'idéologie nazie au sein de sa population. Une des premières conséquences en fut l'abdication en 1938 du Prince François 1<sup>er</sup>, qui avait épousé en 1929 la baronne Elisabeth von Guttmann, de famille juive, ce qui sera le prétexte d'une campagne antisémite dans la principauté la mettant en cause.

Environ la moitié des 1 400 Allemands – sur une population totale alors de 10 000 habitants – résidant au Liechtenstein sympathisaient avant-guerre avec la section locale du Parti Nazi créée en juin 1933.

Fondé en 1938 après l'Anschluss de l'Autriche, le «Mouvement national allemand au Liechtenstein» (*Volksdeutsche Bewegung in Liechtenstein*, VDBL) n'aura guère d'audience au sein de la population liechtensteinoise, ne suscitant, malgré son slogan aux résonnances xénophobes contemporaines «Le Liechtenstein aux Liechtensteinois», l'adhésion que de 150 à 250 personnes ; son journal – *Der Umbruch* – militera pour l'annexion au Reich et, en mars 1939, le VDBL tentera sans succès un coup d'Etat qui amènera à l'arrestation de ses dirigeants et à son interdiction temporaire. Il se reconstituera en juin 1940 sous la direction du Dr Alfons Goop, qui agitera en 1941-1942 l'antisémitisme, accusant les familles juives vivant dans la principauté d'espionner pour les Alliés ; en juillet 1943 *Der Umbruch* sera interdit et, après-guerre, les anciens leaders du VDBL seront poursuivis pour haute trahison, Goop étant condamné à 30 mois de prison.

Mais pour l'heure, dans l'immédiat avant-guerre et durant la Guerre, sa neu-

tralité s'appuyant sur celle de la Suisse, le Liechtenstein va ménager son puissant voisin, lui faisant même des concessions allant jusqu'à la compromission.

Ainsi, peu avant son abdication et bien qu'hostile aux nazis, le Prince François 1<sup>er</sup> envoya en mars 1938 à Hitler un message de félicitations à l'occasion de l'Annexion de l'Autriche : «La puissante Allemagne est en Europe la garantie d'une paix durable.» Son successeur, le prince François-Joseph II, récidivera en octobre 1938 par un message de félicitations à Hitler pour l'annexion des Sudètes suite aux accords de Munich.

### DES CONCESSIONS AUX NAZIS

Le Liechtenstein va aussi faire des concessions à l'antisémitisme nazi. Sans prendre à l'intérieur de mesures discriminatoires à l'encontre des Juifs, la principauté va cependant restreindre leur entrée sur son sol. Début 1938, le Liechtenstein suspend toutes les procédures de naturalisation, n'accordant plus que des autorisations temporaires de séjour contre des sommes très élevées, 20 000 FS par personne en mars 1938, taxe portée à 50 000 FS en août suivant avant que n'intervienne fin décembre 1938 une interdiction totale d'entrée. Pendant la guerre, environ 120 Juifs étrangers résideront au Liechtenstein.

En 2005, il sera révélé que le Prince François-Joseph II bénéficia dans ses propriétés de Basse-Autriche pour des travaux agricoles des services de déportés juifs hongrois du camp de concentration de Strasshof, et que la famille princière acquit des biens juifs spoliés en Autriche et Tchécoslovaquie.

A la fin de la Guerre, 462 soldats russes et ukrainiens de l'Armée Vlassov, déserteurs ou anciens prisonniers ayant combattu aux côtés des Nazis, franchirent – certains avec leur famille – la frontière liechtensteinoise demandant l'asile. La Principauté refusa de les livrer aux Soviétiques qui les réclamaient<sup>1</sup>.

La Guerre terminée, les nazis s'inviteront encore au Liechtenstein, devenu une discrète place bancaire internationale mise en cause comme paradis fiscal. Une tout aussi discrète villa de Schaan, la ville la plus peuplée du pays, la villa «Octogon», appartenant à Rudolf Ruscheweyh, un marchand d'armes d'origine suisse ayant obtenu la nationalité liechtensteinoise et un passeport diplomatique de la Principauté, va être au centre d'une entreprise de recyclage de l'or nazi.

<sup>1</sup> Une certaine d'entre eux émigra en Argentine, d'autres resteront au Liechtenstein tels leur chef, le général Smyslovski, mort en septembre 1988 à Vaduz, capitale du Liechtenstein.

De fait, c'est le 10 août 1944, à l'hôtel «Maison Rouge», dans Strasbourg toujours occupée, que se tint une réunion organisée par le RHSA, le service de sécurité et de renseignement du Parti nazi ; y participent outre les représentants du RHSA, ceux des ministères de la Marine et de la Marine, de l'Organisation Todt, des représentants de banques et



La villa «Octogon»

de Konzern industriels tels Krupp, Messerschmitt, Rheinmetall ou Büssig AG...

A l'ordre du jour de cette réunion, dont les participants sont lucides quant à l'issue de la guerre, la mise à l'abri à l'étranger – Suisse, Liechtenstein, Espagne, Argentine... – via des sociétés écran, et pour préserver l'avenir, d'une partie de l'or nazi (lingots d'or, devises, actions et obligations...).

### L'OPERATION OCTOGON

Pour faire échec au blocage des comptes et dépôts bancaires exigé par les Alliés à la fin de la Guerre, il va être fait appel à Rudolf Ruscheweyh, qui vide les coffres pour en entreposer le contenu dans sa «Villa Octogon».

C'est dans le contexte de la Guerre froide et de la collaboration de la CIA avec l'Organisation Gehlen<sup>2</sup> qu'il va être fait appel à Ruscheweyh : le 24 janvier 1952 naît la société «Octogon Trust», officiellement vouée à la gérance de fortune et à l'import-export.

De fait, la société «Octogon» va s'adonner aux ventes d'armes, en premier lieu à la Bundeswehr, génératrices de fructueuses rétro-commissions dont vont profiter Ruscheweyh (mort en 1954)... et la CDU-CSU, le principal parti d'Allemagne de l'Ouest, dirigé par le chancelier Konrad Adenauer puis notamment jusqu'en 1998 par Helmut Kohl. La CDU-CSU aurait aussi bénéficié – du moins en partie – de l'or nazi dont la réunion du 10 août 1944 à Strasbourg avait décidé la mise à l'abri pour après la guerre.

<sup>2</sup> Organisation Gehlen. Reinhard Gehlen, officier – de la Wehrmacht, chef de renseignement des armées étrangères de l'Est – tels les vlassovistes russes – jusqu'au 8 avril 1945, fut recruté après-guerre par les Américains et mit sur pied l'organisation de renseignement portant son nom, ancêtre des services secrets ouest-allemands – le BND – dont il sera le premier directeur.



## HOMMAGE AUX HEROS DE L’AFFICHE ROUGE

Le dimanche 22 février dernier, près de 100 personnes se sont retrouvées au Cimetière parisien d’Ivry-sur-Seine pour rendre, comme chaque année depuis la Libération, un émouvant hommage aux combattants étrangers et français du Groupe FTP-M.O.I. MANOUCHIAN-BOCVZOV, fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien et inhumés à Ivry, dont le martyr a été rendu célèbre par l’Affiche rouge ainsi que par le célèbre poème d’Aragon.

La cérémonie, organisée par l’ANACR avec l’aide de la mairie d’Ivry, était placée sous la présidence d’honneur de M. Jean-Marc TODESCHINI, Secrétaire d’Etat chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, représenté par M. Gérard LAMOINE, Directeur du Service départemental du Val-de-Marne de l’ONAC, et la présidence effective de Louis CORTOT, Compagnon de la Libération, Président de l’ANACR.

On remarquait la présence notamment de M. Olivier BEAUBILLARD, maire-adjoint d’Ivry représentant M. le maire Philippe BOUYSSON, de M. Arsène TCHAKARIAN, dernier survivant du groupe Manouchian-Bocsov, de M. Jean-Luc LAURENT, député-maire du Kremlin-Bicêtre, de M. le Major Zsolt VIRAG, attaché de Défense représentant M. l’ambassadeur de Hongrie, de M. le Capitaine de vaisseau Andrea ROMANI, attaché naval, représentant M. l’Ambassadeur d’Italie, de M. le Colonel Garegin MARGARYAN, attaché de Défense, représentant M. l’Ambassadeur d’Arménie, de M. Robert CREANGE, Vice-Président de l’Union Française des Associations de Combattants, l’UFAC, représentant le Président GOJJAT, de M. Georges DUFAU-EPSTEIN, Président de l’Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française. La Direction nationale de l’ANACR était représentée par Louis CORTOT, Président, Anne-Marie MONTAUDON, vice-Présidente, Jacques VARIN, Secrétaire général, Christiane TARDIF, membre du Bureau National, celle du Comité de Paris de l’ANACR par Jean-Louis CORTOT, secrétaire général et membre du Conseil national, celle de Seine-Saint-Denis par Guy FREZOUL et Louis SECRESTAN, membres du Conseil National, celle de Libération PTT par Colette PALLARES, membre du Conseil National.

Dans son intervention liminaire Louis CORTOT, après avoir rappelé que cette cérémonie prit naissance dès février 1945, et que depuis chaque année, sans jamais s’interrompre, l’ANACR rend hommage au sacrifice des héros de l’Affiche rouge, s’attacha à souligner le caractère multinational du groupe Manouchian-Bocsov : « Ces martyrs et héros de l’Affiche rouge que l’Histoire a appelé le Groupe Manouchian-Bocsov – aux côtés de trois Français – étaient huit Polonais, mais ce n’était pas un groupe polonais ; ils étaient cinq italiens, mais ce n’était pas un groupe italien ; ils étaient deux Roumains mais ce n’était pas un groupe roumain ; deux Hongrois mais ce n’était pas un groupe hongrois ; deux Arméniens mais ce n’était pas un groupe arménien ; un espagnol, mais ce n’était pas un groupe espagnol. Ils étaient des FTP-M.O.I., que rassemblait une profonde fraternité et solidarité internationaliste ».

Elle fut suivie de l’Appel des Morts pour la France lu par Jacques VARIN et Jean-Louis CORTOT.

Après la sonnerie « Aux morts » et la minute de silence, des gerbes furent déposées au pied de la stèle de Missak Manouchian par M. Olivier BEAUBILLARD, adjoint au Maire d’Ivry, par M. le colonel MARGARYAN, Attaché de Défense d’Arménie, de M. Jean-Luc LAURENT, député-maire du Kremlin-Bicêtre, ainsi qu’au nom de Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe au maire de Paris, et en celui de M. Patrice JARRY, Maire de Nanterre.

Des gerbes furent aussi déposées par l’ANACR de Colombes, la FNDIRP, l’UCFAF, le Comité national du PCF, les sections d’Ivry du PCF et du Mouvement Jeunes Communistes, par l’ANACRAF, le C.C.A.F. mission 2015, l’ARAC, le PRCF, la FNDIRP, le Comité de Jumelage de Bagneux avec la municipalité d’Arcueil, le MAFP, l’Association pour le Souvenir des Fusillés du Mont-Valérien, l’UJRE, l’Association des Familles de fusillés et massacrés de la Résistance française, et, pour l’Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR), par Louis CORTOT et Jacques VARIN.

Jacques VARIN, après avoir évoqué la Hongrie de l’entre-deux guerres, avec l’établissement au début des années vingt du régime dictatorial de l’amiral Horthy, la montée au milieu des années trente d’un mouvement fasciste, les Croix-fléchées, le développement de la répression contre les communistes, les démocrates en général, la montée de l’antisémitisme officiel, qui conduisirent nombre de Hongrois à émigrer notamment en France, retraça le parcours d’Emeric Glasz, et de Thomas Elek, deux des compagnons de Résistance et de martyr de Missak Manouchian. Il évoqua l’importante participation à travers la France de Hongrois à la lutte contre l’occupant nazi, au sein des formations des FTP-M.O.I. et du Mouvement pour l’indépendance de la Hongrie

Puis Anne-Marie MONTAUDON rappela que « cette année 2015 est celle du 70<sup>e</sup> anniversaire de la victoire sur le nazisme et le militarisme japonais. Olga Bancic, Missak Manouchian, Joseph Bocsov, Spartaco Fontano, Thomas Elek, Emeric Glasz, Celestino Alfonso, Stanislas Kubaski, Georges Cloarec, Marcel Raiman et leurs 13 autres compagnons de lutte et de martyr des FTP-M.O.I., qui ne connurent ni la Libération ni la Victoire, avaient contribué par leur combat et leur sacrifice à les rendre possibles, à les rendre certaines... »

« Il y a 71 ans, le 21 février 1944, au Mont-Valérien, 22 combattants de la Résistance française, de sept nationalités différentes, symboles par leur diversité de cette union au-delà des origines nationales de celles et ceux qui s’étaient dressés contre le fascisme, tombaient sous les balles des nazis. Olga Bancic sera guillotinée le 10 mai 1944 à Stuttgart, le jour de son 32<sup>e</sup> anniversaire... »

« Etre fidèles au souvenir des 23 que nous honorons ici, c’est, comme nous le faisons ici chaque année, rendre hommage à leur combat, mais c’est aussi et surtout le poursuivre aujourd’hui et demain dans un monde qui connaît toujours les guerres, le racisme, la xénophobie, en combattant la résurgence des thèses néo-fascistes et néo-nazies, les discriminations et pour la paix... ».

Furent interprétés « l’Affiche rouge », le « Chant des Partisans » et la « Marseillaise ».

## TRANSMISSION DE LA MEMOIRE



vue partielle de l'assistance.



De g. à d. Jean Lovie, Ida Grinspan, Mirelle Monier-Lovie, Olivier Lalieu.

## DROME : DIX-HUITIEME "JOURNEE MEMOIRE" A MONTELMAR

**IDA GRINSPAN**, enfant de la Shoah déportée à Auschwitz à l'âge de 14 ans  
et **OLIVIER LALIEU**, historien au Mémorial de la Shoah, Paris

Témoignage-débat sur le thème du Concours National de la Résistance et de la Déportation 2015 :  
«*La Libération des camps nazis, le retour des Déportés et la découverte de l'univers concentrationnaire*»

Au fil du temps, depuis 1997, année après année, le thème annuel proposé par le Concours National de la Résistance et de la Déportation aura permis, à Montélimar, une rencontre privilégiée entre témoins référents, acteur de l'histoire et les jeunes générations, avenir de la mémoire, cela sans oublier le public adulte. Ainsi au total, presque 7 000 collégiens et lycéens auront pu dialoguer avec quelque 35 invités, un certain nombre comme, **Raymond et Lucie Aubrac, Robert Chambeiron, Pierre Fugain, Jacques Delarue, Lise London, Violette Maurice, Henri Rol-Tanguy, Pierre Sudreau, Jean-Pierre Vernant, Denise Vernay, Maurice Voutey**, et hélas bien d'autres, nous ayant quittés depuis.

Ainsi s'est imposé le principe d'une "Journée Mémoire", inscrite dans le protocole de la Ville, bénéficiant du soutien entre autres, des autorités académiques ou de l'ONAC. Une journée où

peu à peu des historiens invités sont venus renforcer ou compléter la voix des témoins, de plus en plus difficiles à réunir face à un large auditoire ; des témoins suscitant, avec le temps qui passe, de plus en plus de respect pour ne pas dire d'admiration de la part des jeunes générations.

### LE 70<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

Le 3 février 2015, est-ce l'effet du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Libération d'Auschwitz, la salle de 700 places au Palais des Congrès de Montélimar faillit être trop petite pour écouter Ida Grinspan, enfant de la Shoah, déportée à l'âge de 14 ans à Auschwitz aux côtés d'Olivier Lalieu, historien au Mémorial de la Shoah à Paris.

540 collégiens et Lycéens et 40 professeurs d'établissements publics et privés, certains venus de Valence, pédagogiquement préparés avec les

échanges entre ANACR organisatrice et enseignants, ont écouté avec beaucoup d'émotion Ida, apprécié les éclaircissements, mises en perspective d'Olivier et posé de nombreuses questions avec le débat animé par Mireille Monier-Lovie et Jean Lovie.

Chacun, au niveau des adultes, aura été impressionné par la qualité de l'écoute, la pertinence et la diversité des questions, la conscience de ces jeunes d'avoir l'âge d'Ida déportée, le respect autant de la parole des invités que des chants offerts par les 40 choristes d'"Arpège", dirigés par Michèle Piqué, avec le Chant des Partisans et le Chants des Marais au début et la Marseillaise en clôture. Le comptoir de librairie de l'ANACR - 26 fut très vite à court du livre d'Ida Grinspan «*J'ai pas pleuré*». Un sentiment partagé par les personnalités présentes, en particulier, les représentants de l'Inspection d'Académie et le sous-préfet de Nyons, Bernard Roudil.

### SOUSCRIPTION NATIONALE

Grâce au soutien financier de la quasi-totalité des comités départementaux et de nombreux comités locaux, ainsi que d'un grand nombre d'Ami(e)s et Camarades de l'ANACR à titre personnel, les travaux de rénovation du siège national puis de sa réhabilitation après l'incendie qui a ravagé les locaux, ont pu être menés à bien.

Que tous en soient vivement remerciés.

Alors que nous commençons à réinvestir nos locaux se révèle l'ampleur de dégâts insoupçonnés sur le matériel de bureau, qui devra être en partie changé. De plus, nous allons devoir faire face à de coûteux frais du ravalement de l'immeuble décidé par la mairie de Paris. Pour ces raisons...

### LA SOUSCRIPTION CONTINUE

Merci à Irène Kotomkina, dirigeante de l'Association des vétérans russes de la Résistance française qui a fait un don de 1 000 €, au Comité départemental ANACR de l'Ain qui a fait aussi un don de 1 000 €.

## TIRAGE DES BONS DE SOUTIEN 2014

Tous les talons des bons souscrits parvenus et réglés au siège de l'ANACR le 15 février 2015 ont fait l'objet d'un tirage au sort pour désigner les bénéficiaires des cadeaux offerts aux souscripteurs.

Les possesseurs des bons 29307 et 49494 recevront au choix, un poste de télévision couleur, un magnétoscope, un ordinateur ou une mini-chaîne d'une valeur de 762 à 914 €. Tous les souscripteurs des bons portant les numéros suivants recevront, à l'adresse qu'ils auront indiquée, un cadeau utile et agréable qui leurs sera expédié, franco de port, dans les mois suivant la réception par nos services du bon correspondant.

|       |       |       |       |       |       |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 03288 | 23367 | 33853 | 45468 | 51250 | 62133 |
| 03988 | 24294 | 33873 | 45820 | 51807 | 63526 |
| 04351 | 26142 | 35019 | 46469 | 52069 | 63767 |
| 04399 | 27488 | 35555 | 47408 | 53036 | 64532 |
| 05031 | 24294 | 36058 | 47653 | 53371 | 64992 |
| 11633 | 27488 | 36506 | 47707 | 53549 | 65511 |
| 12534 | 28022 | 37602 | 48069 | 55611 | 69408 |
| 15961 | 29307 | 37955 | 48528 | 56666 | 70792 |
| 16442 | 29439 | 38460 | 48753 | 56945 | 71038 |
| 17960 | 29653 | 39256 | 49167 | 58063 | 71971 |
| 18435 | 30117 | 41267 | 49494 | 60368 | 74298 |
| 20097 | 31244 | 41654 | 50318 | 60896 |       |
| 21418 | 31850 | 42773 | 50504 | 60976 |       |
| 22652 | 32957 | 43588 | 50920 | 61279 |       |

## ROBERT CHAMBEIRON



Robert Chambeiron après la Libération

Avec Robert Chambeiron est disparu, à 99 ans, l'un des derniers témoins et acteurs des débuts de la Résistance. Il restait avec Daniel Cordier, qui en fut le secrétaire dans la clandestinité, l'un des tout derniers à avoir connu Jean Moulin, dont il avait fait la connaissance fin mars 1937.

Alors âgé de 22 ans, effectuant à l'issue de son sursis son service militaire à la base aérienne 112 de Reims, il avait été transféré à Paris à la base aérienne 117 et affecté dans un service administratif du tout proche ministère de l'Air, dont le titulaire était Pierre Cot ; lequel avait depuis juin 1936 pour Chef de Cabinet Jean Moulin, et responsable de son secrétariat particulier Pierre Meunier, son secrétaire parlementaire de 1933 à 1936, issu de l'administration des Finances.

## RENCONTRE AVEC JEAN MOULIN

Pierre Meunier étant tombé malade, il fut – pour pallier en partie son absence – recherché parmi les conscrits effectuant leur service au ministère de l'Air quelqu'un issu de la même administration des Finances que Meunier ; c'est ainsi que, durant une douzaine de mois à partir de fin mars 1937, Robert Chambeiron vint travailler au cabinet de Pierre Cot, ministre de l'Air du Gouvernement de Front populaire puis, durant le 1<sup>er</sup> trimestre 1938 jusqu'au 8 avril, ministre du Commerce.

Après le départ de Pierre Cot du Gouvernement, Jean Moulin fut nommé Préfet de l'Aveyron, Pierre Meunier rejoignant son administration d'origine et Robert Chambeiron la Caisse Nationale des Marchés de l'Etat créée en 1936.

Mobilisé en 1939 dans l'Armée de l'Air, dans une escadrille de bombardement

stationnée sur divers terrains de l'Yonne et qui se repliera le 18 juin 1940 en Tunisie puis ensuite au Maroc, Robert Chambeiron sera démobilisé en octobre suivant. De retour en France, il reprend son travail à l'administration des Finances où il retrouve Pierre Meunier, démobilisé en juillet à Montpellier et qui avait repris début septembre contact à Chartres avec Jean Moulin.

Pierre Meunier, sollicité par Jean Moulin – révoqué le 2 novembre 1940 du poste de Préfet d'Eure-et-Loir qu'il occupait depuis janvier 1939 – pour l'aider dans la tâche qu'il souhaitait entreprendre de recensement des mouvements, structures et réseaux de Résistance se mettant en place à l'automne 1940, accepta la mission, en suggérant de s'adjoindre pour ce faire «une connaissance commune», Robert Chambeiron<sup>1</sup> ; ce qui eut l'accord de Jean Moulin. Lequel, peu après, partit s'établir en zone sud à Saint-Andiol et à Nice où il ouvrira une galerie d'art, se rendant pendant plusieurs mois à Londres, de septembre 1941 au 1<sup>er</sup> janvier 1942, puis en février-mars 1943 et n'effectuant que de rares et courts séjours en zone nord, son secrétariat étant installé à Lyon.

Durant toute cette période, les liaisons de Jean Moulin et de son secrétariat avec Pierre Meunier – ayant donc à ses côtés Robert Chambeiron – en charge des contacts avec les mouvements de zone nord, se feront – jusqu'à son arrestation en mars 1943 – par l'intermédiaire du colonel Henri Manhès («Frédéric»), l'adjoint de Jean Moulin pour la zone occupée, lui aussi ancien du cabinet de Pierre Cot.

## AU SERVICE DU CNR

La préparation au printemps 1943 de la formation du CNR amènera Jean Moulin, accompagné de son secrétaire Daniel Cordier et d'autres membres de son secrétariat, à venir à Paris tout à la fin mars et à solliciter, pour la préparation et l'organisation de sa réunion constitutive le 27 mai, le concours de Pierre Meunier – qui assume désormais les fonctions du colonel Manhès – et de son adjoint Robert Chambeiron.

Tous deux, ainsi que l'a rapporté Pierre Meunier<sup>2</sup>, assisteront en partie à la réunion du CNR, le 27 mai, 48 rue du Four à Paris, ayant ensuite à assurer avec Daniel Cordier sa sécurité extérieure dans la rue du Four, et sa dispersion à l'issue de ses travaux.

Lors de cette réunion, écrira Pierre Meunier, «je fus nommé secrétaire général

du CNR, avec comme adjoint Robert Chambeiron, au sens où, dans une préfecture et sous l'autorité du Préfet, il y a un secrétaire général. Naturellement nous n'avions ni le droit à la parole ni ne prenions part au vote»<sup>3</sup>.

Non membres du CNR, qui ne regroupe avec son Président que les 16 représentants mandatés des mouvements, partis et syndicats clandestins fondateurs, le secrétaire général et son adjoint auront cependant l'importante mission d'en assurer le fonctionnement, sous la direction de Jean Moulin jusqu'à son arrestation le 21 juin 1943, puis à partir de juillet 1943 et jusqu'à la Libération sous celle de Georges Bidault ; notamment en organisant les réunions quasi-hebdomadaires de son bureau<sup>4</sup>, que Robert Chambeiron aura plus particulièrement la responsabilité de sécuriser.

## L'ENGAGEMENT CITOYEN

À la Libération, Pierre Meunier et Robert Chambeiron seront en octobre 1944 nommés à l'Assemblée Consultative Provisoire. Puis, Robert Chambeiron sera élu député radical puis progressiste des Vosges en 1945 aux Assemblées Constituantes, puis de 1946 à 1951 et de 1956 à 1958 à la Chambre des députés.

Ayant repris une carrière de haut fonctionnaire de l'administration des Finances, à la Caisse Nationale des Marchés de l'Etat, il sera avec Pierre Cot et Pierre Meunier l'un des principaux animateurs de l'Union progressiste, petite formation politique proche du Parti Communiste. Robert Chambeiron sera élu député européen de 1979 à 1989 sur la liste présentée par le Parti communiste.

Ayant rejoint en 1965 l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (ANACR, fondée en 1952), il deviendra en 1966, aux côtés d'autres personnalités de la Résistance et de la France libre, dont – depuis 1952 – Pierre Meunier, membre d'honneur de son Conseil National ; puis, à partir de 1976, il sera membre de son Bureau National, et de 1992 à 2010 de sa Présidence nationale, contribuant ainsi aux côtés de Louis Cortot, de Jacques Debu-Bridel, d'Henri Rol-Tanguy et de Pierre Sudreau, au rayonnement de l'ANACR.

Pour son action et son rôle dans la Résistance, l'Histoire gardera son nom.

<sup>3</sup> Pierre Meunier : *Idem*, page 106.

<sup>4</sup> Le CNR - Cf. Pierre Meunier, *op. cit.*, p. 136 - ne tint que 4 réunions plénières jusqu'à la Libération : rue de Rennes (Paris 6<sup>e</sup>), lors de laquelle fut entérinée la nomination de Bidault à la Présidence du CNR, le 26 novembre 1943 dans les locaux de l'Association du Mariage Chrétien 86 rue de Gergovie (Paris 14<sup>e</sup>), dans une autre maison religieuse rue Violet (Paris 15<sup>e</sup>) et rue du Chemin-vert (Paris 11<sup>e</sup>). Lors de l'insurrection de Paris eurent lieu trois réunions plénières du CNR, le 19 août 1944, où fut ratifié l'appel à la grève générale, le 21 août, où fut rejetée la trêve et le 24 août à l'Hôtel-de-ville, où fut accueilli le capitaine Dronne de la 2<sup>e</sup> D.B.

<sup>1</sup> Pierre Meunier : «Jean Moulin, mon ami», page 59. Editions de l'Armançon, 1998.

<sup>2</sup> Pierre Meunier : *Idem*, page 106.

**Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Di-**

**rection Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.**

**Gisèle RAMIZ, Jean MELLET, Maryvonne NOYE (Lot-et-Garonne)**

Avec son époux, Gisèle Ramiz a été une des premières résistantes de Villereal, appartenant tous deux au Groupe Carnot, qui était à Truelles, commune de Tourliac. En décembre 1943, ils furent attaqués par les Allemands. Elle participa à la création du Comité ANACR à Villereal et était titulaire des Croix du Combattant et du Combattant Volontaire de la Résistance.

Comme beaucoup de jeunes de son âge, Jean Mellet eu à choisir : ou le travail en Allemagne ou le maquis. Son choix fut de rejoindre la Résistance, au «Groupe Michelle», le 5 septembre 1944. Il participa à la libération des Charentes, du 3 septembre 1944 au 10 mai 1945. Il fut ensuite envoyé en Allemagne pour occuper la Rhénanie. Il était titulaire des Croix du Combattant et du Combattant Volontaire de la Résistance.

Maryvonne Noye («Nini»), disparue à 92 ans, fut agent de liaison pour les Résistants, portant des messages d'un maquis à l'autre. Quand celui de la Torgue se met en place en 1943, avec le concours de son père, Fernand Ducasse, elle a 21 ans et assure, à bicyclette le ravitaillement de ce groupe en parcourant les fermes entre les coteaux de Varès, Saint-Gayrand et Grateloup. Elle avait reçu la médaille de bronze de Reconnaissance par la Nation des mérites civils et militaires.

**Roger DELPECH, Gabriel DELMON, René FOUILLADE, Pierre DELBOS, Jean DELMON (Dordogne)**

Natif de Saint-Geniès le 19 décembre 1921, où il vécut l'essentiel de sa vie sur la ferme familiale du «Haut-Barry», exploitée en compagnie de son épouse Marthe, Roger Delpech s'est éteint le 24 mai 2014. Comme nombre de jeunes gens de sa génération marqués par la débâcle de notre armée en 1940 et par l'invasion de notre pays par les hordes nazies bien secondées par le régime pétainiste, il rejoindra la Résistance du Salignacois sous les ordres de Camille Joffre. Devenue F.F.I., l'unité sera engagée sur le front de l'Atlantique, de l'automne 1944 au printemps 1945 où, suite à un coup d'éclat face à l'ennemi, il sera honoré de la Croix de Guerre ainsi que de plusieurs autres décorations. Quelques jours après la capitulation de l'Allemagne nazie, il fut envoyé en Algérie, au titre du «maintien de l'ordre», suite aux tragiques événements de Sétif du 8 mai 1945. Il était membre du comité ANACR du Sarladais depuis sa création en 1983.

Doyen des Résistants du Sarladais, Gabriel Delmon s'est éteint le 14 août 2014. Né le 29 octobre 1919 à Saint-André d'Allas, il avait été très tôt confronté aux dures péripéties de la Seconde Guerre mondiale. Appelé sous les drapeaux en juin 1940 au 501<sup>e</sup> Régiment de chars de combat que commandait un certain Colonel Charles De Gaulle, il sera fait prisonnier peu après. Cantonné tout d'abord à Surgères, en Charente-Maritime, puis transféré à Couze en Dordogne. Il sera démobilisé et incorporé dans les Chantiers de Jeunesse, dans le Jura. Retour à la vie civile, en janvier 1941, il parviendra à échapper au S.T.O. et par diverses actions clandestines y soustraira plusieurs de ses camarades. Début juin 1944, il rejoindra la Résistance locale dans le «Groupe Alberte» et connaîtra son baptême du feu le 25 juin, face à la colonne de la Wehrmacht Bode, qui mettra la région à feu et à sang. Le pays enfin libéré, il est appelé sous

les drapeaux et sera envoyé en Alsace puis en Allemagne au 1<sup>er</sup> Bataillon de Choc Parachutiste de la 1<sup>re</sup> Armée «Rhin et Danube», sous les ordres du Général d'Armée De Lattre De Tassigny.

René Fouillade s'est éteint le 19 septembre 2014. Né le 8 octobre 1920 à Sarlat, il a vécu l'essentiel de sa vie à Saint-Geniès. Comme suite presque naturelle à son passage aux Chantiers de jeunesse effectué dans l'Ariège, à Saint Girons, il rejoindra la Résistance dans le groupe A.S. du Salignacois et sera sur le front de l'Atlantique dans le 26<sup>e</sup> R.I., jusqu'à la reddition des armées nazies, le 8 mai 1945. Peu après, il sera lui aussi envoyé Algérie pour une mission de maintien de l'ordre suite aux tragiques événements de Sétif. Rendu à la vie civile au début de l'année 1946. Il était titulaire de plusieurs décorations, dont la dernière, le TRN, lui fut décernée en 2010.

Pierre Delbos s'est éteint le 4 octobre dernier à Sarlat. Né le 5 septembre 1923 à Paris (18<sup>e</sup>), il a vécu l'essentiel de son existence en Périgord Noir. Il effectua une période dans les Chantiers de Jeunesse à Pontgibaud (Puy de Dôme), puis rejoindra très vite la Résistance dans le groupe F.T.P. du Montignacois commandé par «Hercule». L'année 1944 lui sera à la fois glorieuse et dramatique face aux soldats nazis et à la Milice. A ce titre, il recevra plusieurs décorations, dont la toute dernière, le TRN, décernée le 8 mai 2010 à Sarlat, devant le Monument aux Morts des deux Guerres.

Jean Delmon, originaire de Sarlat où il était né le 23 juillet 1926, est décédé le 11 octobre 2014. Il avait pris les armes au début de l'année 1944, dans les rangs du 7<sup>e</sup> bataillon F.T.P. de Sarlat. Suivront la libération de Bordeaux, qui donna lieu à un mémorable défilé de la victoire dans le stade Municipal, la Pointe de Grave, la Poche de Lorient, l'Alsace puis l'Allemagne en occupation après la victoire sur le nazisme. Basé à Spire, il sera démobilisé au printemps 1946. Il était titulaire de plusieurs décorations dont le TRN qu'il recevra le 8 mai 2010 à Sarlat. En avril 1949, il s'était uni à Pierrette, laquelle, tout juste âgée de 16 ans, avait fait acte de bravoure face à l'occupant.

**Henri MARTIN (Cher)**

Disparu le 17 février dernier à l'âge de 88 ans, fils d'un ajusteur et d'une couturière, Henri Martin était né à Rosières (Cher) en janvier 1927. Après ses études primaires, il devint apprenti-ajusteur à l'usine de Rosières où avait travaillé son père, qui avait pris part en 1936 à l'occupation de l'usine, dont il avait été licencié après la grève de novembre 1938. C'est par son père entré en contact avec la Résistance communiste locale que, dès 1943 et alors âgé de 16 ans, Henri Martin s'engagea dans le combat contre l'occupant et le régime pétainiste, distribuant des tracts clandestins avant de devenir en juin 1944 agent de liaison du maquis de Lignères, qu'il rejoignit le 14 août 1944, contribuant à la libération de Bourges le 6 septembre ; à partir de novembre 1944, il sera sur le Front de la Poche de Royan, au sein de la 34<sup>e</sup> demi-brigade. Le 1<sup>er</sup> juin 1945, il s'engagea pour 5 ans dans la Marine Nationale et, embarqué sur l'avis *Chevreuil*, fut envoyé en Indochine où la France avait entrepris de restaurer sa domination. Ayant assisté au bombardement d'Haiphong, le 23 novembre 1946, Henri Martin, qui avait adhéré au Parti communiste à la Libération, manifesta son hostilité à la guerre

coloniale et demanda la résiliation anticipée de son engagement. Rapatrié en France, affecté à l'Arsenal de Toulon, y menant une action de propagande contre la Guerre d'Indochine, il fut impliqué dans une tentative de sabotage du porte-avions *Dixmude*, arrêté le 19 mars 1950 et, à l'issue d'un procès à Toulon, condamné le 19 octobre 1950 à 5 ans de prison et à la dégradation militaire. Fut alors entamée une campagne à travers la France pour sa libération à laquelle participèrent Lucie Aubrac, les écrivains Louis Aragon, Jean Cocteau, Maurice Druon et Joseph Kessel, tous deux auteurs du *Chant des Partisans*, Jacques Prévert, Vercors, l'acteur Gérard Philippe, les peintres Fernand Léger, Jean Lurçat, Pablo Picasso... Une troupe de théâtre joua avec succès partout en France, devant plus de 200 000 spectateurs, la pièce de théâtre, de Claude Martin et Henri Delmas, *Drame à Toulon*... Henri Martin, qui en était le personnage central, fut libéré par anticipation le 3 août 1953. Pendant plus de 40 ans, Henri Martin fut ensuite un cadre dirigeant de l'Union de la Jeunesse Républicaine de France (UJRF), des Jeunesses Communistes et du Parti Communiste ; ses dernières responsabilités concernant les problèmes du monde Combattant.

**François-Charles MAESTRACCI, Henri CLAUZIN, Roger SAUTAREL (Puy-de-Dôme)**

Né à Saint-Gervais-d'Auvergne d'un père d'origine corse, François-Charles Maestracci, décédé à l'âge de 92 ans, fut très jeune orphelin de mère. Il apprendra, auprès de son grand-père le métier de sommelier. Réfractaire au STO en 1943, il participe au côté de Paul Roche, le «commandant André», à la création du maquis de Chazelette. Agent de liaison, il conduisit les réfractaires dans les divers maquis. Conseiller municipal de sa commune de naissance depuis 1971, il en devint maire en 1989. Passeur de la mémoire des combats et des valeurs de la Résistance par de nombreuses interventions dans les établissements scolaires, il était le successeur de Paul Roche à la tête de l'Amicale de la Zone 13, s'impliquant dans la création du Musée de la Résistance à Saint-Gervais-d'Auvergne ainsi que dans la restauration du camp Nestor-Perret.

Henri Clauzin, décédé à 92 ans début août 2014, avait partie dans la Résistance sous le pseudonyme de «Maret» des «Truands», en dirigeant le groupe «Cayenne». Il avait participé avec lui en juin 1944 aux combats du Mont-Mouchet, et précédemment le 9 février 1944 à la capture par les maquisards en Gare de Clermont-Ferrand de sacs de la Banque de France de Chamalières.

Roger Sautarel avait rejoint la Résistance, apportant son soutien aux maquis FTPF des Combrailles. À la Libération, il rejoignit l'Amicale de la Zone 13 et participa activement à toutes ses manifestations du souvenir et commémorations. Il avait été maire de Condat-en-Combrailles.

L'ANACR du Puy-de-Dôme a été aussi attristée par la disparition à l'âge de 92 ans de René BRANÇON, par celle de Pierrette LOISEAU, âgée de 89 ans, ancienne institutrice, officier des palmes académiques, ainsi que par celle à l'âge de 58 ans de Christian BATTUT, l'un des porte-drapeaux du comité ANACR de Glaine-Montaigut.

Je recherche des renseignements sur Jean-François HESSE, ancien résistant, à qui l'A.N.A.C.R. a dédié une plaque dans le cimetière de Mailly-le-Château dans l'Yonne ? D'avance Merci à qui pourra m'en donner.

Contacteur Robert MERRILLEES  
E-mail : [phtsm@free.fr](mailto:phtsm@free.fr)

\*\*\*

Je recherche des renseignements sur mon père, Rafael LJARCIO, né le 13/07/1913 en Espagne (ou en Argentine ?)

Republicain espagnol, il est entré en France en 1939 au moment de la Retirada et est très certainement passé dans un camp de détention puis il a rejoint une compagnie de Travailleurs Etrangers en Dordogne. En 1942, il est envoyé dans un autre Groupement de Travailleurs Etrangers (GTE) à Montoir-de-Bretagne (Saint Nazaire - Organisation Todt), duquel il s'évade en mai 1943 pour rejoindre la Bourgogne et le maquis.

Dans son dossier de demande de certificat de Combattant non finalisé, il indiquait qu'il avait été sous les ordres du chef de section René, fait partie du Groupe Liberté, participé à de nombreux sabotages (2 photos sont en ma possession), à des actions spéciales à Nuirs-Saint-Georges (Février et Mars 1944), qu'il était en avril 1944 à Til-Châtel et Is-sur-Tille (Gare de Triage), qu'il avait été promu au grade de sergent-chef par le commandant Guy en Mai 1944, qu'il était "Chef de Ligne" (?) au combat la veille de la libération de Dijon. Sous les ordres du Capitaine Henry de Rivière, il a participé à une opération pour empêcher que les Allemands (à priori avant leur départ forcé) ne fassent sauter la gare de Is-sur-Tille.

Intégré à l'armée française il participera aux combats jusqu'aux abords de Belfort, puis il sera démobilisé en novembre 1944.

Concernant les dates j'ai quelques interrogations, sans doute en raison de la constitution de son dossier plus de 10 ans après les faits.

Merci d'avance pour tout concours  
Contacteur Raphaëlle LJARCIO  
9, Square Paul-Arene  
Rue Gustave-Salicis.13012-MARSEILLE  
Contacteur : [raphaelle.ljarcio@gmail.com](mailto:raphaelle.ljarcio@gmail.com)

\*\*\*

Je suis la fille d'Andrée SANTONI, née BOZIERE le 29 février 1920 à Issy-les-Moulineaux.

Ma mère a été arrêtée pour avoir aidé la Résistance. En 1943, elle a été jugée par un tribunal militaire allemand et condamnée à 4 ans de prison pour "behilfen zum fahnenflug" (provocation à la désertion) et "Volksschadling" (la peste du Reich). Elle a été déportée de Bitche (14 juillet 1943) en Allemagne (n° 831/43) et libérée par les Américains le 9 juin 1945. Décédée en 1967, elle était divorcée de Jean-Dominique Santoni et remariée avec Veale Moriarty.

Je suis à la recherche de documents concernant son procès qui a eu lieu le 20 mai 1943 devant le Tribunal de la Feldkommandantur du Gross Paris, de tout autre document concernant sa déportation ainsi que son action dans la Résistance.

Aussi, il y a un plaque sur la mur de citadelle de Bitche dédié à 44 résistants qui sont déportés de Bitche. Les noms des personnes ?

Marilyn MORIARTY  
8151, Faculty avenue  
24020-ROANOKE, (Virginia) Etats-Unis  
Tel. : 54 03 62 66 38  
E-mail : [mmoriarty@hollins.edu](mailto:mmoriarty@hollins.edu)

\*\*\*

Je fais des recherches sur Germaine FLACHET, épouse BAJPAL, qui a fait partie du réseau "Comète" et qui décéda à Ravensbrück le 4 février 1945. Elle est la deuxième dinannaise ayant été fait "chevalier de la Légion d'honneur" (après la célèbre

Marie Angélique Duchemin, Veuve Brulon\*, première femme ayant eu cette distinction). Je souhaite avec quelques amis faire revivre sa mémoire, et fournir une biographie détaillée.

Qui pourrait me donner des renseignements ou m'indiquer où en trouver ?  
Contacteur Philippe BACQUER  
E-mail : [philippebacquer@sfr.fr](mailto:philippebacquer@sfr.fr)

\*\*\*

Je viens de retrouver la carte (n°2/973) de FFI de mon père, ainsi que son insigne FFI (n° 192 229) et son livret militaire classe 1933.

Serait-il possible d'obtenir des informations sur son action au sein de la Résistance à partir de ces renseignements, car je n'ai jamais pu l'interroger, il est décédé au début des années 1950.

Merci d'avance pour toutes informations  
Contacteur André JEAN  
408, rue du sud 76230-QUINCAMPOIX  
Tel. : 02 35 64 06 74  
E-mail : [andre.jean3@wanadoo.fr](mailto:andre.jean3@wanadoo.fr)

\*\*\*

Je recherche des informations sur le parcours résistant d'Eugène Lucien GATHE alias «André Dedion», né le 31 août 1917 et qui résidait en 1939 à Goussainville 146 rue Pierre-Curie.

Incorporé le 1<sup>er</sup> septembre 1938 au 69<sup>e</sup> R.I., prisonnier en Bavière au stalag XIIb de juin 1940 à octobre 1941, il s'évade et rejoint la Zone Sud en novembre 1941 où, de décembre 1941 à mai 1943, il sera successivement employé au Génie militaire puis agent technique PTT.

Homologué résistant après-guerre depuis le 10 novembre 1941, il passe en mai 1943 à la clandestinité, occupant successivement plusieurs postes de responsabilité FTP-FFI dans une inter-région couvrant la Loire, l'Allier, le Cher et le Puy-de-Dôme, passant du grade de lieutenant à ceux de capitaine puis lieutenant-colonel.

Arrêté le 2 février 1944 à Montluçon par la Gestapo, il est déporté en mars suivant à Gusen 1 (Mauthausen), où il participe à des sabotages d'avions de guerre et où il décédera le 22 avril 1945.

Contacteur Daniel LANTOINE  
260 rue du Joncquoy. 60400-NOYON

\*\*\*

Je recherche des photos de : Joachim OLASO («Emmanuel»), Espagnol, FTP-M.O.I. de Région parisienne, responsable technique de juin à décembre 1942, déporté, revenu.

Maurice BROVER («Pierre»), Roumain, FTP-M.O.I. de Région parisienne, matricule 10468. Service de renseignement puis responsable maquis en 1944, mort au combat le 23 août 1944 à Pierrefitte.

Aron BACICURINSKI («François»), Roumain, médecin, responsable service sanitaire, FTP-M.O.I. de Région parisienne, arrêté en juillet 1943, mort en déportation.

«GINO», Italien, responsable «Polo» (Politique-organisation), 4<sup>e</sup> direction des FTP-M.O.I., remplace Davidovitch en octobre 1943. Matricule 10213.

Henriette TOVAROVSKI («Jacqueline»), Roumaine, service de renseignement FTP-M.O.I. parisien. Morte à Auschwitz.

Tuba KLESCZEILSKI («Colette»), Polonaise. Agent de liaison. Service Technique FTP-M.O.I. parisien. Mort au Combat le 11 mars 1944.

Contacteur Pierre MAURY  
45, Rue Henri-Barbusse. 69600-OULLINS  
Archiviste-paléographe de formation, des amis m'ont informé de l'existence du château de Sédières, à Clergoux comme haut-lieu de la Résistance.

Ma requête est assez précise : Quelqu'un aurait-il des informations sur les événements qui y ont eu lieu de la mi-juillet à la mi-août 1944 et pourrait me dire s'il existe une trace des résistants qui y ont séjourné durant cette période, notamment des résistants originaires du nord de la France. Je suis

plus particulièrement à la recherche d'un dénommé Georges DUBUS, mais pas seulement.

Où pourrais-je m'adresser pour obtenir des informations et archives ? La mairie de Clergoux en possède-t-elle sur cette période ?

Contacteur Jeanne ORLÉ  
E-mail : [lepontmirabeau@msn.com](mailto:lepontmirabeau@msn.com)

\*\*\*

Je cherche à en savoir plus sur mon arrière-arrière-grand-père, le capitaine Louis JOUBIN, Résistant né le 31 juillet 1882 à Reminiac (56). Il a été déporté le 27 avril 1944 de Compiègne vers le KL Auschwitz-Birkenau (Matricule: 185794). Il a aussi été au camp de Buchenwald, et est revenu de déportation.

Merci pour toute aide  
Contacteur Marie JOUBIN  
80 rue de la Libération  
29410- PLOUENEUR-MENEZ  
E-mail : [joubin.marie@gmail.com](mailto:joubin.marie@gmail.com)

\*\*\*

Je souhaiterais connaître toute information concernant mon père, Charles DEVÈZE, chef des FFI dans les Corbières (Aude) sous le nom de «Sirocco». Engagé volontaire le 6 juin 1915, "pour la durée de la guerre", il avait été gazé sur le front.

Je détiens les Carte du Combattant en date du 20 février 1940 portant le N° 30.765 et Carte de Combattant Volontaire de la Résistance en date du 9 juillet 1953 portant le n° 061739.

D'avance merci pour toute information ou document que l'on pourrait me communiquer.

Contacteur Jacques DEVÈZE  
E-mail : [jacdev@hotmail.fr](mailto:jacdev@hotmail.fr)

\*\*\*

Fils d'un résistant FFI Marcel Louis CHAPELEUR né le 25 janvier 1926 à Toul (54200). Décédé en décembre 1963 à Toul et ayant reçu les honneurs de la France lors de ses funérailles, il avait combattu pour la libération de Toul et d'ailleurs, je suis depuis longtemps à la recherche d'informations concernant ses faits d'armes et son vécu militaire.

Qui pourrait me donner des informations à son sujet ? Merci d'avance.

Contacteur Gérald CHAPELEUR  
8 impasse des Brebis  
54200-MENIL-LA-TOUR.  
Tél : 03.83.64.54.73  
E-mail : [nouss54@hotmail.fr](mailto:nouss54@hotmail.fr)

\*\*\*

Collégien, arrière-petit-fils de René VIEILLE GROSJEAN, j'aimerais recueillir des informations sur les Juifs qu'il a sauvés pendant l'occupation allemande à Lyon. Merci de me contacter par mail.

Contacteur Armand ABBE  
rue du bas-Vermeille  
38300-NIVOLAS-VERMEILLE  
Portable : 06 46 26 46 55  
E-mail : [armand.abbe@gmail.com](mailto:armand.abbe@gmail.com)

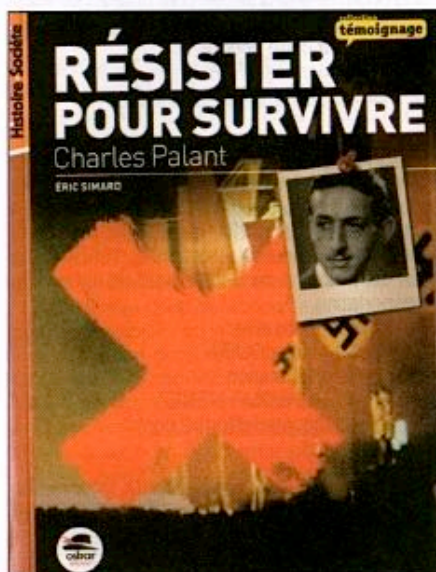
\*\*\*

Je recherche des informations sur mon grand-père Adrien HEMART, qui était commissaire divisionnaire à LYON, chef des renseignements généraux pour la région Rhône-Alpes et résistant dans le groupe «France d'Abord». Arrêté par Klaus Barbie en mai 1943, il partira pour Mauthausen en mars 1944 (convoi du 22 mars de Compiègne), puis sera affecté au kommando de Melk en novembre 1944 ; il y décédera le 7 mars 1945.

Qui aurait des informations concernant son activité dans le réseau «France d'Abord» ? Au moment de son arrestation il habitait au 13, avenue Leclerc à Lyon (7<sup>e</sup> arrdt).

Contacteur Jean GOUJON  
24 rue de la Py, 75020-PARIS  
Tél port : 06 86 30 84 24  
E-mail : [jean.goujon@pm.gouv.fr](mailto:jean.goujon@pm.gouv.fr)

## LA RESISTANCE, EN CORREZE ET A AUSCHWITZ



### RESISTER POUR SURVIVRE

Par Charles Palant, avec Eric Simard

Ce petit livre d'une centaine de pages réussit, en livrant un témoignage personnel, celui d'un jeune ouvrier dont l'engagement politique et syndical lors du Front populaire, joint aux mesures antisémites prises dès ses premiers jours par le régime pétainiste, le conduiront à entrer dans la Résistance à Lyon, à aider le lecteur – et plus particulièrement le jeune – non seulement à connaître mais aussi à comprendre ce que fut la vie sous l'Occupation, la Résistance et la Collaboration, l'arrestation – qui frappe en même temps que lui sa mère et sa sœur, la torture, l'emprisonnement et la déportation à Auschwitz, dont – seul de sa famille – il reviendra.

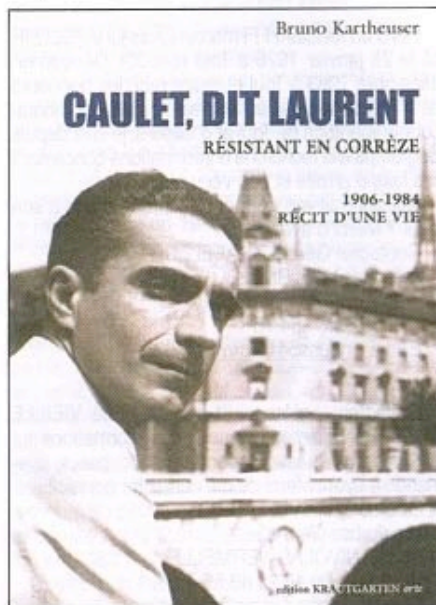
L'univers concentrationnaire est minutieusement décrit, avec ceux qui y meurent d'épuisement, sous les coups où en conséquence de « sélections » dès l'arrivée ou quand on devient trop faible, et ceux qui y vivent, ou plutôt qui y survivent, l'esprit de

Résistance individuelle ou collective étant pour beaucoup dans cette survie.

Et sont dénoncés ceux qui en profitent : les grandes firmes industrielles allemandes.

De retour de Déportation, Charles Palant, reprendra le combat, et deviendra le secrétaire général du MRAP. Jusqu'à aujourd'hui, il n'a cessé de lutter et d'expliquer. Ce livre, qui comprend un utile index, en témoigne.

Charles Palant (avec Eric Simard) : Résister pour survivre, éditions Oskar, 21 avenue de la Motte-Picquet 75007-Paris. Publié avec le soutien du Mémorial de la Shoah.



### RÉSISTANT EN CORRÈZE

Par Bruno Kartheuser

C'est une personnalité fascinante que l'auteur Bruno Kartheuser ramène au souvenir des Corrèziens avec cette biographie. Robert Caulet était un vrai Résistant dans la lutte. Il vécut de près les événements dramatiques de juin 1944 à Tulle : les combats des FTP, suivis de l'action de terreur des SS avec les pendaisons et déportations. Ensuite, comme Préfet intérimaire et Président élu du Comité départemental de Libération, il donna l'exemple d'un citoyen engagé, se dépensant sans retenue dans la reconstruction de la France souveraine. Cette double excellence – Résistant et responsable politique – caractérisera à jamais son engagement pour la Corrèze. Rien à Tulle ne rappelle aujourd'hui son action et son mérite...

Livre en librairie ou auprès de JP Foch (24, avenue des Trois astronautes, 19360 Malemort-sur-Corrèze) au prix de 36€+8.5€ de port.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n°s par an, 13 €)

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 13 €

à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS

## EDITION DU 70<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI- LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 4 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères  
pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€  
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire  
Par 100 : 2€ l'exemplaire  
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

## LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration  
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Louis CORTOT

REDACTION - ADMINISTRATION  
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS  
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS  
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS  
France ..... 13 €  
Etranger ..... 15 €  
Abonnement de soutien ..... 25 €  
Le numéro ..... 3,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE  
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE D'ABORD  
Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT  
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0514 A 06405

Imprimerie Multi Incofoto  
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris  
Tél. : 01.40.03.96.60